

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉDUCTION
DU CHÔMAGE
EN ALLEMAGNE
PAR LES
TRAVAUX PUBLICS

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 3 mars 1937, à 14 heures

par

Philippe-Raymond KOENIG

JURY DE LA THESE :

*Président: MM. LESCURE, Professeur.
Suffragants: MM. OUALID, Professeur.
PIROU, Professeur.*

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot (V^e)

1937

**LA REDUCTION DU CHÔMAGE EN ALLEMAGNE
PAR LES TRAVAUX PUBLICS**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉDUCTION
DU CHÔMAGE
EN ALLEMAGNE
PAR LES
TRAVAUX PUBLICS

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 3 mars 1937, à 14 heures

par

Philippe-Raymond KOENIG

JURY DE LA THESE :

*Président: MM. LESCURE, Professeur.
Suffragants: MM. OUALID, Professeur.
PIROU, Professeur.*

PARIS

EDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot (V^e)

1937

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

« Le bien-être de tous est la loi suprême ». Ainsi s'exprimait Gottfried Feder dans ses *Etudes Economiques* et dans son programme du parti national-socialiste, avant l'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler. Et, ajoutait-il, « pour arriver à ce bien-être de tous, il faut que l'intérêt général passe avant l'intérêt particulier. »

Ces deux formules tirées des ouvrages d'un des pionniers du national-socialisme nous semblent très caractéristiques de la situation dans laquelle se trouvaient les chefs du futur Troisième Reich.

De 1930 à 1933, l'Allemagne fut aux prises avec des difficultés très grandes, difficultés d'ordre économique, financier, social et politique.

Il nous semble utile de bien mettre en regard, d'une part la misère qui se révélait surtout par l'augmentation du chômage, et d'autre part les succès du national-socialisme (les élections successives au Reichstag renforçaient régulièrement ce parti), car ces deux phénomènes ont joué simultanément. Les Allemands, déprimés par les problèmes économiques incessants, entendirent avec plaisir les discours enflammés des chefs nazis leur promettant un changement radical de la situation, un renouveau de la force allemande devant le monde. Ils se rallièrent en grand nombre à ce parti jeune, qui leur apportait un nouvel espoir.

L'armée des chômeurs favorisa l'accession au pouvoir d'Ad. Hitler, et Hitler s'en souvint. Il sentait fort bien que pour redonner à l'Allemagne cette force nouvelle et ce sentiment de la communauté nationale qui devaient inspirer le respect de l'autorité du Reich, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, il fallait premièrement résoudre le problème du chômage.

Des millions d'hommes, capables et désireux de travailler, restaient inactifs et perdaient leur valeur économique. Ils ne produisaient plus rien, alors que les matières premières étaient en surnombre. Cet état de choses, contre nature, avait des répercussions morales désastreuses.

C'est ce double problème, économique et psychologique, qui se pose au gouvernement allemand du Troisième Reich. Nous ne voulons pas dire que les gouvernements précédents ne se sont pas attachés à la question. Au contraire, sous les ministères de Brüning et de von Papen, des tentatives nombreuses ont été faites; des plans de travaux publics ont été établis. Nous les étudierons plus loin, mais nous verrons qu'ils étaient timides, incomplets, et que, dans la période d'instabilité politique où ils sont apparus, ils ne pouvaient aboutir à un résultat marquant.

La tâche devint plus aisée quand Adolphe Hitler eut pris le pouvoir. Par des mesures que nous n'avons pas à envisager ici, il réussit à imposer la pensée et les théories nationales-socialistes à l'Allemagne tout entière, ou du moins à la grande majorité de la population. L'accroissement du chômage avait été un des éléments favorables de son accession au pouvoir ; sa résorption rapide devenait une des conditions essentielles de son maintien.

Pour entreprendre cette lutte, bien des moyens furent adoptés. On voulut réduire les impôts et permettre aux industriels de vendre à de meilleurs prix ; leurs entreprises auraient alors retrouvé leur activité et entraîné un mouvement d'embauche.

On donna des primes aux Sociétés qui engageaient de nouveaux travailleurs, et on réduisit leurs impôts. C'est cela qu'on a appelé la méthode de création indirecte du travail.

En plus de ces méthodes indirectes, les gouvernements allemands précédant le Troisième Reich avaient déjà envisagé la création directe du travail par la mise en œuvre de grands plans de travaux publics. C'est à ce seul aspect de la lutte contre le chômage en Allemagne que nous consacrerons notre étude, car il nous paraît comporter des avantages moraux et matériels incomparablement plus intéressants que ceux des autres méthodes.

La création directe de travail a en effet comme premier résultat de supprimer l'oisiveté, et par conséquent la déchéance morale. De plus, cette création de travail présente un nombre considérable d'avantages matériels. Comme rémunération du travail fourni, on peut en effet offrir aux travailleurs une somme légèrement supérieure à l'allocation de chômage. Grâce à cette nouvelle répartition, à cet accroissement du revenu ouvrier, la sous-consommation de la classe ouvrière, qui peut être considérée comme une des causes principales des crises, est corrigée. Enfin, l'Etat lui-même retirera des avantages de cette politique puisqu'en payant des travailleurs, et non des oisifs, il améliorera son équipement à peu de frais. Il est inutile de signaler l'importance de ce dernier argument pour l'Allemagne dont Hitler veut refaire la puissance en imposant sa volonté au monde.

Déjà avant Hitler, avant même le commencement de la crise, bien des esprits avaient été séduits par cette méthode de lutte contre le chômage. Une analyse très complète des avantages du procédé a paru sous la signature du Dr. Léonard Miksch, dans le supplément de la *Frankfurter Zeitung* consacré à la création du travail.

Le procédé de lutte contre le chômage par les Travaux publics présente, contrairement aux avantages que nous avons signalés, un certain nombre d'inconvénients. Le plus souvent, il favorisera des entreprises d'utilité publique, mais de rentabilité à peu près nulle, entraînant ainsi pour le budget un accroissement considérable de charges, et par là même une aggravation de l'impôt.

Cependant, c'est l'Etat, au début des opérations tout au moins, qui doit faire preuve d'initiative pour essayer de remettre en marche l'industrie privée. C'est au deuxième stade seulement que la reprise économique, provoquant un meilleur rendement des impôts, permettra à l'Etat de couvrir ses dettes. Les opérations de Travaux publics peuvent donc être considérées comme une spéculation sur l'avenir.

Les expériences tentées en Allemagne, les dernières surtout, sont encore trop récentes pour qu'on puisse en tirer dès maintenant une conclusion exacte et définitive. Cependant, depuis 1935, aucun plan nouveau n'a été élaboré, et l'Allemagne s'est orientée vers une autre politique, celle des armements.

Après avoir récapitulé rapidement la situation économique de l'Allemagne dans les années 1931 à 1933, nous nous proposons dans cette étude d'analyser les différents plans de Travaux publics allemands, en insistant spécialement sur ceux qui ont été conçus depuis l'avènement du national-socialisme, en 1933.

Il y aura lieu d'envisager l'organisation des Travaux publics dans le cadre de chacun des plans, tant au point de vue économique ou social que financier, les méthodes de financement des travaux variant considérablement d'un plan à l'autre. Puis nous aurons à analyser les résultats de cette politique. Nous rechercherons dans quelle mesure on peut lui attribuer la réduction du nombre des chômeurs, et dans quelle mesure elle a amélioré la situation économique générale du Reich.

Chapitre Préliminaire

LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE A LA VEILLE DE L'ETABLISSEMENT DU NATIONAL-SOCIALISME

Ceux qui, en 1931, eurent l'occasion d'aller passer quelques jours en Allemagne, en revinrent certainement avec l'impression que la misère la plus profonde y régnait. En effet, le Reich avait vu la crise de 1929-1930 aggraver une situation économique déjà très troublée, alors que dans la plupart des pays du monde la crise avait succédé à une époque de grande prospérité.

Les unes après les autres, les usines fermaient leurs portes. Celles qui continuaient de travailler réduisaient leurs effectifs, et chaque jour l'armée des sans-travail s'augmentait d'un contingent nouveau. La rue, les campagnes, revêtaient un aspect de grande tristesse. On apercevait des cohortes de chômeurs de tous âges, allant de ville en ville, et cherchant sans grand espoir une quelconque besogne à accomplir.

Nous avons tenu, avant d'étudier plus à fond la situation économique de l'Allemagne, à rappeler ces impressions personnelles qui nous ont paru être assez caractéristiques de la vie allemande à cette époque.

L'expérience de rationalisation et d'équipement national que l'Allemagne s'est efforcée de poursuivre de 1924 à 1928 semble donc n'avoir pas réussi. Les sommes qui ont été dépensées dans ce but, et qui se montaient à près de 8 milliards de Rm. n'ont pas eu le résultat espéré. L'Allemagne, en outre, a vu tarir subitement la source de richesses qui l'alimentait depuis plusieurs années : les crédits extérieurs.

En 1931, l'Allemagne ne pouvant plus payer ses dettes publiques, le président des Etats-Unis, M. Hoover, proposa un moratoire. Cette offre provoqua dans le public la méfiance des prêteurs. Ils restreignirent les crédits précédemment accordés et bientôt commencèrent même à exiger le remboursement des avances consenties.

Après un an de cette mésentente entre créanciers et débiteurs, on n'entrevoyait ni la fin du conflit, ni l'apaisement nécessaire à une nouvelle coopération dans l'économie mondiale.

Pendant les années 1930-1931, la capacité économique a été évaluée sur les réserves. En 1932, ces réserves s'épuisent, tant en or, à la Reichsbank, qu'en matières premières.

Monsieur Laufenburger (1) définit fort bien la situation en parlant du « repli de l'économie ». Il l'étudia dans ses différentes formes : « le repli de la population, le repli de la production, et le repli de l'activité commerciale ». Au sujet de la population, il constate la baisse très nette de la natalité (27 0/00 en 1913; 16 0/00 en 1931) et le ralentissement des migrations à l'intérieur. En plus de ces deux facteurs, il relève le rythme toujours accéléré des constructions d'habitation, et aussi l'accroissement du chômage.

(1) Chronique de la Vie économique en Allemagne. *Revue d'Economie politique*, 1932. (Cette chronique, ainsi que celles des années suivantes, nous ont été fort utiles dans la préparation de notre travail, et spécialement de ce chapitre préliminaire).

L'aggravation de la situation politique et sociale amène des perturbations graves dans la production industrielle de l'Allemagne. Le chiffre de cette production baisse régulièrement entre 1930 et le milieu de l'année 1932, pour se maintenir ensuite à ce niveau très bas. Cette régression se manifeste spécialement dans la grosse métallurgie, la mécanique, et dans la fabrication de l'outillage. Le maintien de prix très élevés relativement au niveau mondial des prix, et la fermeture du marché anglais à la suite de l'abandon de l'étalon or (septembre 1931) ralentissent en effet l'écoulement de ces produits.

L'Institut allemand pour l'étude de la Conjoncture publie des indices dans lesquels la variation saisonnière est éliminée, même dans le cas où la période étudiée est courte. Sans pouvoir certifier leur exactitude, les chiffres ci-dessous paraissent refléter assez bien l'évolution de la production allemande depuis la crise (1) (voir tableau p. 14).

(1) Chiffres cités dans les Rapports semestriels (1932 et 1933) de la *Reichskreditgesellschaft*.

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ALLEMANDE (Base : 1928 = 100)

Moyennes trimestrielles	1930				1931				1932							
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Indice global . . .	91,9	87,6	79,7	75,2	70,2	74,9	68,7	62,5	55,0	57,7	53,1	52,3	56,2	59,7	62,2	62,1
Indice de l'outillage .	92,2	85,5	77,8	72,3	65,8	69,1	62,3	51,8	42,8	49,3	44,5	42,6	45,3	47,1	49,4	51,4
Indice des objets de consommation . .	91,4	91,2	82,8	80,2	76,1	84,4	80,1	81,2	76,1	72,2	68,1	69,3	75,4	81,5	84,4	78,2
Indice général, après élimination des facteurs saisonniers . .	93,1	86,7	79,2	75,0	71,1	74,1	68,0	62,3	55,7	57,1	53,2	52,2	55,2	59,1	61,6	61,5

La période de plus basse production a été celle s'étendant du premier au milieu du deuxième trimestre de 1932. A partir de ce moment-là, une reprise semble se dessiner.

Ces chiffres montrent déjà le fait que nous notions plus haut : le recul spécialement marqué de l'industrie lourde. Quelques autres chiffres le feront apparaître plus clairement.

EVOLUTION DE L'INDUSTRIE LOURDE
(en millions de tonnes) (1)

Moyennes mensuelles	janvier 1931	janvier 1932	décembre 1932
Production de la houille	14.000	8.700	9.855
Production du fer brut	561	334	364
Production d'acier brut	784	428	506

De toutes les industries, une seule semble rester à un niveau favorable, c'est l'industrie chimique, et surtout l'*I. G. Farbenindustrie*, société admirablement équipée au point de vue commercial qui, en fin 1931, a pu distribuer un dividende.

A côté de ces mouvements de la production, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur l'évolution des prix et sur le marché du travail que les mouvements de la production conditionnent.

Depuis 1928, jusqu'au milieu de 1932, l'indice mensuel des marchandises sensibles aux fluctuations économiques n'a fait que baisser, pour atteindre son niveau le plus bas en juillet, avec 45,4 %, par rapport à l'indice de 1913. A partir de ce moment, cet indice s'est relevé. Après avoir atteint un moment 55 %, il s'est stabilisé vers la fin de l'année aux alentours de 51,8 %

(1) Ces chiffres, comme les autres de ce chapitre, ne tiennent pas compte du territoire de la Sarre.

EVOLUTION DES PRIX EN ALLEMAGNE
(1913 = 100)

Moyennes mensuelles	Marchan- disés sen- sibles aux fluctu- ations de la con- joncture	Indice général	Produits agricoles	Matières premières pour l'industrie	Produits manufacturés	
					Moyens de production	Objets de consom- mation
1928	134,7	140,0	134,3	134,1	137,0	174,9
1929	121,1	137,2	130,2	131,9	138,6	171,6
1930	97,1	124,6	113,1	120,1	137,9	158,7
1931	67,4	110,8	103,8	100,1	131,0	140,1
1932	50,3	96,6	91,3	88,7	118,4	117,5
« janvier	53,0	100,0	92,1	92,2	122,9	126,9
« juillet	45,4	92,1	92,1	87,1	118,2	117,3
« décemb	51,8	84,4	87,3	87,3	115,7	112,0

Cette statistique est curieuse : alors que les marchandises sensibles aux fluctuations économiques semblent annoncer par leur indice une reprise de l'économie, l'indice général des prix continue de baisser. Seuls les prix des produits manufacturés, destinés soit à la production, soit à la consommation, sont restés à un niveau supérieur à celui de 1913.

Quant aux chômeurs, d'après les évaluations statistiques, leur nombre n'a fait qu'augmenter. Depuis 1929 il est passé de 1.906.000 à 4.565.000 en 1931, et 6.128.000 en février 1932. A partir de ce moment, des mesures importantes sont prises pour combattre une tendance aussi néfaste. Nous verrons plus loin quels furent les résultats obtenus. Au cours de ces mêmes années, les ouvriers encore occupés le sont de moins en moins. De 1929 à 1932, le chiffre d'emploi des ouvriers industriels est passé de 100 (base de 1929) à 52,9 en 1932.

Si la situation est mauvaise pour la production et pour le marché du travail, elle ne l'est pas moins pour l'activité commerciale. L'Allemagne est un pays industriel et peu agricole : elle doit donc vivre en rapport très étroit avec les marchés étrangers. Pour nourrir ses 63 millions d'habitants, l'Allemagne doit faire appel à l'importation et obtenir les denrées qui lui manquent totalement (comme le café, le cacao, le thé, et en général tous les produits coloniaux) ou des denrées comme le blé, les légumes, les produits lactés, la viande, qu'elle ne possède qu'en faible quantité. De plus, pour alimenter son industrie, en dehors du charbon dont l'extraction correspond à ses besoins, il faut à l'Allemagne des matières premières telles que le pétrole, le mazout, le coton, la laine, le caoutchouc, etc....

L'économie de l'Allemagne est donc basée sur un large commerce d'importation qui devrait exclure la hausse des tarifs douaniers. Le Traité de Versailles, par son article 264, obligeait le Reich à soumettre les marchandises des puissances alliées au régime de la clause de « la nation la plus favorisée » (1). L'article 264 ajoutait : « l'Allemagne ne maintiendra ou n'imposera aucune prohibition ou restriction à l'importation..... »

Grâce à la dévaluation massive de sa monnaie, l'Allemagne améliora sa situation et, dès 1924, elle obtint la clause de la nation la plus favorisée par une entente avec l'Angleterre. Des négociations préliminaires furent engagées dès 1925 avec la France. Elles aboutirent à un accord signé provisoirement en août 1926, et accepté définitivement un an après, le 12 août 1927. En 1928, sa politique commerciale, caractérisée par l'ins-

(1) En outre, l'article 268 accordait, pour une durée de cinq années, la franchise de tous droits à l'entrée du territoire allemand aux produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France.

titution d'un Office du Commerce extérieur favorisant le dumping, et par l'avisement systématique du mark replace l'Allemagne à son rang de grande puissance sur la plupart des marchés mondiaux.

Avec l'apparition de la crise, cette politique vit son succès faiblir. L'erreur principale fut de maintenir un protectionnisme très étroit sur les produits agricoles, et spécialement les céréales, afin de favoriser la production nationale. De lourds sacrifices furent imposés aux consommateurs du fait de l'écart trop important existant entre les cours intérieurs et les prix mondiaux. D'autre part, nous avons déjà vu plus haut que le maintien de prix trop élevés fut fatal à l'exportation des produits métallurgiques. Enfin, pour la production des objets à bon marché, un redoutable concurrent, le Japon, se dressait devant l'Allemagne. Tout ceci nous fait assister à une chute massive du commerce extérieur allemand entre les années 1929 et 1932.

MOUVEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR ALLEMAND

	1929	1930	1931
Exportations	13.483	12.036	9.599
Importations	13.447	10.393	6.727
Commerce total	26.930	22.429	16.326

Il apparaît ainsi que le commerce extérieur allemand a baissé de 30 % entre 1930 et 1931. Cette baisse énorme tient en partie à une chute des prix d'environ 12 %; mais ce sont surtout les importations qui accusent un fléchissement, et la balance commerciale reste encore favorable à l'Allemagne.

Cet amoindrissement du commerce sur le plan extérieur,

nous le retrouvons dans le trafic intérieur où les chiffres les plus caractéristiques sont ceux des transports. Entre 1931 et 1932, le nombre des voyageurs transportés par la *Reichsbahn* accuse une baisse de près de 14 %. Ce qui est plus net encore, la moyenne mensuelle des wagons chargés est passée de 3.378.000 tonnes en 1930, à 2.862.000 en 1931, la baisse continuant en 1932. Il en résulta un déficit de 528 millions de Rm. dans le bilan de la Reichsbahn, déficit qui fit tomber les réserves à 10,9 millions de Rm.

Cette baisse du trafic est identique dans les transports automobiles, dans les transports maritimes et fluviaux, et jusque dans les Postes qui annoncent un fléchissement sensible dans le service des lettres et des télégrammes.

La chute des prix, la diminution des revenus provoquèrent une baisse sévère du chiffre d'affaires dont la valeur est tombée de 6,6 milliards de Rm. pendant le premier trimestre 1930 à 5,5 milliards pendant le même trimestre de 1931, ce qui équivalait à une chute de 17 %.

Cette compression de l'économie allemande trahit la crise industrielle et le chômage. L'Allemagne essaie chaque jour de réagir en favorisant ses exportations, mais l'étranger se défend (1). Devant cette situation, c'est à l'intérieur même du pays qu'il va falloir parer au danger immédiat, l'accroissement du nombre des chômeurs.

(1) A titre d'exemple, la France dut relever son tarif général, et conclure en 1932 un avenant à la convention de 1927. Cet accord nouveau dut prévoir des déconsolidations de droits, avec un préavis de seulement quinze jours.

CHAPITRE I.

LE SERVICE OBLIGATOIRE DU TRAVAIL

A l'origine, le Service du Travail ne procédait que partiellement de l'idée de lutte contre le chômage. Créé en 1931, il relevait du volontariat. Il s'agissait de réunir un certain nombre de jeunes allemands (les deux sexes étant répartis dans des camps différents), et, tout en leur faisant exécuter des travaux utiles à la communauté, de leur inculquer l'esprit national le plus pur. La discipline, très sévère, était basée sur un haut sentiment de l'honneur.

Les jeunes Allemands accueillirent favorablement cette nouvelle institution qui correspondait à leur état d'esprit et à leur amour de la discipline resté insatisfait par suite de la suppression de la conscription depuis le Traité de Versailles. Dès janvier 1932, 6.800 jeunes gens s'étaient enrôlés ; leur nombre augmenta rapidement, pour atteindre en décembre le chiffre de 285.000. Cette date marque le début de la politique nationale-socialiste et le changement d'esprit dans la conduite du Service du Travail.

Petit à petit, l'enrôlement qui était facultatif, devint obligatoire. Dans un grand nombre de carrières, un séjour temporaire au camp de travail fut exigé avant l'exercice de la profession.

A la fin de 1933, on en vint jusqu'à astreindre les étudiants et étudiantes à passer un minimum de dix semaines dans un camp, après quatre ou cinq semestres d'études (1).

Entre 1933 et 1935, le caractère de lutte contre le chômage se précisa dans l'*Arbeitsdienst* (Service du Travail). Le 16 juillet 1934, on décidait de porter de 200.000 à 300.000 le nombre des jeunes gens ainsi incorporés, et de passer ensuite à 500.000 et même à 900.000 (2). Enfin, après mars 1935, le remède au chômage n'est plus le principal objectif. Le Service du Travail est devenu un service de préparation morale et physique au service militaire nouvellement rétabli. Le 28 mars 1935, il est décrété que les jeunes gens participeront au Service du Travail avant d'accomplir leur service militaire.

Le recrutement, l'organisation du service, son rôle, posent des problèmes divers qui, à l'étranger, ne furent pas étudiés d'une manière assez objective. Trop souvent, on n'a vu que les exagérations d'une tendance dans le procédé de camp de travail : on remarqua son aspect militaire, sans en voir le caractère économique et moral, sans comprendre que, dans ces camps, on accueillait toute une partie de la jeunesse restée oisive. (On permettait aux étudiants d'entretenir leurs connaissances par des lectures et des travaux appropriés). C'est dans cet esprit que le système a débuté en 1931, et ce ne fut que plus tard que le gouvernement s'en servit à des fins moins sociales.

En France, on ne veut voir que ce dernier aspect. Il s'est créé chez nous une mystique contre les camps de travail, même lorsqu'ils se paraient du nom de camps de vacances. Certains chefs

(1) Depuis le 29 septembre 1934, les étudiants sont en outre invités à contracter un engagement d'un an dans la *Reichswehr*. A dater de mars 1935, cette mesure est devenue obligatoire.

(2) Les difficultés financières ne l'ont pas permis.

de nos associations de jeunes ont déclaré que l'oisiveté était préférable à l'inscription dans des camps de travail (1).

I. — LE RECRUTEMENT.

En 1935, le Service du Travail est donc devenu un service obligatoire. On constate cependant que le service féminin a gardé la forme de volontariat, et a été consacré presque uniquement à la préparation des jeunes filles à leur vocation de mères et de ménagères.

Les jeunes gens sont recrutés dans toutes les classes sociales. Entre 18 et 25 ans, tous les jeunes Allemands, à quelque condition qu'ils appartiennent, sont astreints, sans aucune distinction, sans aucun privilège, à effectuer une période de travail dont la durée varie de six mois au minimum, à une année au maximum (six mois pour les jeunes gens de moins de 19 ans, un an pour les autres). Ils ne sont liés à leurs chefs par aucun contrat de travail, mais sont soumis à un régime disciplinaire très strict et de caractère nettement hiérarchique. Ils ne peuvent se marier qu'avec l'autorisation de leurs chefs.

Les auteurs allemands insistent tous sur la valeur éducative et morale de ce rapprochement des classes. Ils expliquent que ceux-là mêmes qui se destinent dans l'avenir à des travaux intellectuels ou artistiques sont obligés pendant six mois de se livrer aux travaux manuels les plus durs. Grâce à ce régime, les intellectuels ne sauront oublier l'estime et le respect dûs aux travaux manuels. On évitera ainsi bien des tensions politiques, bien des conflits sociaux à la base desquels se trouve toujours

(1) Entre autres, les représentants des Jeunesses Communistes et de quelques autres groupements au Comité français de préparation du Congrès Mondial de la Jeunesse, tenu à Genève du 31 août au 7 septembre 1936.

une absence de mutuelle compréhension des besoins ou des aspirations des uns et des autres.

Les jeunes recrues doivent être éduquées et encadrées par des chefs. Ces chefs sont de deux sortes, répondant à deux fonctions : la fonction politique et la fonction technique, le même chef les assumant parfois toutes les deux. L'éducation politique des jeunes travailleurs prenant une très grande place dans leur existence quotidienne, les chefs passent obligatoirement par une école préparatoire dont le siège est à Potsdam, sous la direction du major D. Lancelle. Pour la direction technique, les chefs sont des jeunes gens ayant suivi les cours d'écoles techniques spéciales. Beaucoup d'entre eux sont d'anciens travailleurs qui, désirant rester au Service du Travail, sont arrivés hiérarchiquement à des postes importants.

En 1934, il était relativement facile aux étrangers d'avoir accès aux camps de travail, non seulement comme simples visiteurs, mais aussi comme travailleurs assimilés aux jeunes allemands, ceci pour une quinzaine de jours. Peu d'étrangers semblent cependant avoir profité de cette occasion de se renseigner sur le caractère réel du Service du Travail qui, ayant débuté comme œuvre d'intérêt économique et social, semble être passé au service de la Défense nationale.

II. — L'ORGANISATION.

Les membres du service obligatoire du travail vivent dans des camps établis, soit à la campagne dans des baraquements, soit dans les villes en utilisant d'anciennes ou de nouvelles casernes.

Suivant le nombre des travailleurs, on distingue les camps de base (*Stammlager*) comprenant 216 travailleurs environ, et les camps secondaires (*Zugstammlager*) qui n'en comptent que

70. Mais, quel que soit le camp, le mode de discipline est le même. Partout on retrouve une hiérarchie qui rappelle la division militaire en groupes, sections, compagnies et bataillons. Le groupe est la formation la plus réduite réunissant une douzaine de jeunes gens. Il est dirigé par l'un d'entre eux, le *Gruppenführer*, qui vit avec eux, et dont le rôle est à peu près celui d'un caporal dans l'armée. Les hommes sont tous vêtus d'un uniforme de travail en tissu grossier *feldgrau*. Ils possèdent en outre une tenue de sortie brune. Les officiers sont astreints à porter ce même uniforme.

Avant d'étudier d'une façon plus approfondie l'activité qui se manifeste dans ces camps, il n'est pas inutile de donner un aperçu général de la journée d'un travailleur. Voici l'emploi de son temps :

5 h. 30. (6 h. en été) Réveil. Besognes domestiques.

6 h. Déjeuner.

6 h. 15. Départ pour le lieu de travail.

7 h. 15 à 14 h. 30. Travail (interrompu vers 10 h. par un casse-croûte).

15 h. Retour au camp. Dîner.

16 h. à 18 h. Sport militaire (*Wehrsport*). Causeries. Travail manuel.

19 h. Souper.

19 h. à 22 h. Musique. Conférences. Lectures.

22 h. Coucher (sauf pour les bénéficiaires de permissions).

Les lieux de travail sont parfois assez éloignés du camp : le transport des travailleurs est alors effectué par camions. La plupart des travaux relèvent du terrassement : aménagement des routes, régularisation du cours des rivières, etc... Les entreprises de petite envergure sont entièrement dirigées par le Service du Travail. Pour celles exigeant des compétences techniques plus approfondies, l'*Arbeitsdienst* se contente le plus souvent

de préparer le terrain, de déblayer, d'établir des voies d'accès, le reste des travaux étant accompli par des ingénieurs.

L'emploi du temps montre la place importante réservée à l'éducation physique et morale des hommes. La liberté est restreinte, et les permissions ne sont accordées qu'une ou deux fois par semaine. On invite l'habitant à recevoir les travailleurs le plus souvent possible, afin de leur créer une ambiance familiale.

III. — LE FINANCEMENT.

Un tel service coûte fort cher, mais l'Allemagne a compris qu'il était préférable de dépenser davantage pour rémunérer le travail, plutôt que de payer modestement des chômeurs. L'administration, les soldes, l'habillement, la nourriture, sont de très lourdes charges. Les frais annuels engagés par la grande administration se répartissent comme suit :

Salaires, logements	...	...	...	...	50.000.000 Rm.
Pensions	...	...	...	...	7.000.000 Rm.
Frais de voyages et de déplacements					1.000.000 Rm.
Frais de Bureau	...	...	...	...	2.000.000 Rm.

Soit au total : 60.000.000 Rm.

Cette somme, répartie sur l'ensemble du Service du Travail, équivaut à une charge globale d'environ 15 pfennig par homme et par jour. Le Service de Santé (*Heildienst*) représente un débours annuel d'environ 26.350.000 Rm., soit 8 pfennig par homme et par jour.

La solde des hommes est de 40 pfennig par jour. Cette somme peut sembler élevée si on la compare à la solde de nos soldats français, mais il importe de savoir que les hommes ne sont pas entièrement équipés par l'administration. (Ils doivent acheter

une partie de leur linge de corps, leurs objets de toilette, leurs couverts. Le tabac est une autre dépense et, en fin de compte, sur les frs 2,40 de solde quotidienne, il leur reste peu de chose pour les sorties du dimanche). A la fin de sa période de service, chaque homme reçoit un pécule de 50 marks qui doit lui faciliter la recherche d'un emploi et aider son retour à l'économie privée. L'amortissement de ce pécule par homme et par jour est de 7 pfennig.

La charge la plus lourde est celle due au personnel de direction. Différentes tentatives ont été faites pour la réduire, mais en 1933 la répartition était la suivante :

Salaires, logements (y compris le supplément de solde des chefs de groupes et des chefs de troupe)	202.000.000 Rm.
Frais de Bureau	3.000.000 Rm.
Pensions	25.000.000 Rm.
Frais de voyages et de déplacements	3.000.000 Rm.
Soit au total	233.000.000 Rm.

équivalant à 64 pfennig par homme et par jour.

Enfin, à ces différents postes s'ajoutent les frais des *Gerichtswesen* (frais de justice) qui se montent annuellement à 7.000.000 Rm., soit 1,8 pfennig par homme et par jour.

Après cette analyse, un tableau récapitulatif exposera ce que coûte journellement un membre du Service du Travail.

Nourriture, chauffage, etc.	90,0 pf.
Solde (1)	40,0 pf.

(1) Une ordonnance du 29 août 1933 avait décidé qu'une bonification de 1,50 Rm. serait accordée par jour de travail, après un emploi de 12 semaines à des travaux économiques. Cette mesure, très coûteuse, qui nécessitait une inscription sur le Grand Livre de la Dette, a dû être suspendue le 28 février 1934. Elle n'a jamais été reprise.

Habillement, équipement	13,2 pf.
Logement	10,0 pf.
Installation intérieure, ameublement	3,0 pf.
Equipement de sport	0,6 pf.
Moyens de transport	3,0 pf.
Administration générale	15,0 pf.
Blanchissage, raccommodage	2,5 pf.
Remise en état des vêtements et chaussures ...	3,0 pf.
Douches et bains	2,0 pf.
Soins médicaux. Pharmacie	12,0 pf.
Primes en cas d'invalidité (<i>Versorgung bei Erwerbs- beschränkung</i>)	2,0 pf.
Frais d'admission et de mise en congé	0,5 pf.
Amortissement du pécule	7,0 pf.
Personnel de Direction	64,0 pf.
Frais de justice	1,8 pf.
Soit au total	269,6 pf. (1)

On peut dire que chaque membre du service coûte environ 730 Rm. par an. Le chômeur ne coûte que 500 Rm., mais ce supplément de 230 Rm. fait bénéficier le travailleur du logement, de la nourriture et de l'habillement. De plus, les sommes ainsi dépensées par le Service du Travail le sont à des fins d'utilité publique, sociale et nationale.

Monsieur Jesco de Puttmaker fait remarquer dans son étude parue fin 1933 sur le Service du Travail allemand, qu'une grande partie des sommes dépensées pour ces camps retourne à l'industrie et au commerce, étant donné le rôle important que le Service a comme consommateur. (Il cite comme exemple le

(1) Chiffres cités par H. Stellrecht, dans « *Der Deutsche Arbeitsdienst* », 1933.

camp de travail de Leipzig qui, hebdomadairement, consomme 105 quintaux de pain, 12.000 livres de pommes de terre, 1.550 livres de fruits et légumes, 2.500 livres de viande, 600 livres de beurre, 1.200 livres de charcuterie). L'industrie textile, elle, bénéficie de la confection des uniformes et du linge des jeunes travailleurs.

Le Service a coûté en 1933 la somme de 200 millions de Rm., soit 1 milliard, 200 millions de francs. On espérait alors, grâce à des mesures d'économie, descendre à 120 millions de Rm., en 1934, mais ce chiffre a encore été largement dépassé.

Si l'Etat verse la plus grande partie des sommes nécessaires, il n'est cependant pas seul à supporter la charge de ce Service, car souvent les grandes entreprises pour lesquelles les camps de travail ont exécuté des travaux préparatoires de déblaiement, rémunèrent elles-mêmes ces travaux.

IV. — LA REALISATION

Un des buts principaux du Service du Travail a été de collaborer à l'intensification de la culture et de l'exploitation du sol allemand. Pour compenser les pertes occasionnées par le Traité de Versailles, pour éviter les difficultés monétaires résultant des importations, on voulut augmenter le rendement de la terre jusqu'à pouvoir assurer l'alimentation entière du peuple allemand sur son territoire.

Les différents projets de travaux sont étudiés et coordonnés par un Office central qui, en 1936, semble avoir établi un programme de travaux pour plus de 20 ans.

Les travaux envisagés sont de deux sortes. Il s'agit de gagner à la culture des terrains jusqu'alors inexploités, et d'autre part, de développer par des travaux de drainage ou d'irrigation le rendement des terres déjà cultivées. On escomptait augmenter

ainsi d'environ 3 millions d'hectares la superficie des terres arables et étendre à une superficie analogue les procédés d'amélioration du rendement. Une grande partie du programme a déjà été réalisée.

Voici un aperçu des résultats obtenus : 10.000 kilomètres de cours d'eau ont été régularisés et développés. Par le drainage, on a amélioré l'exploitation sur une superficie de 20.000 hectares, alors que, par des travaux de défrichement, on créait 50.000 hectares de nouvelles terres arables. Des routes et des chemins nombreux ont été aménagés, couvrant un espace de 16.500 kilomètres. Le reboisement a occupé de nombreux travailleurs. L'Arbeitsdienst a ouvert à l'exploitation d'anciens terrains boisés en en améliorant le rendement économique (1).

A l'heure actuelle, en 1936, les travaux effectués par le Service du Travail se répartissent comme suit :

70 %, travaux de culture, dont 15 % de constructions de chemins et de routes. (2).

15 %, travaux de sylviculture.

15 %, travaux de préparation à la colonisation rustique et suburbaine, et travaux d'importance culturelle (participation à des recherches scientifiques, archéologiques, etc....)

Les jeunes gens du Service du Travail ont aussi largement collaboré à la grande entreprise de canalisation sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir plus loin.

Au sujet de tous ces travaux, une question se pose : Comment régler l'encadrement des travailleurs par les techniciens ? La plupart des travaux nécessitent une proportion d'un technicien pour 80, ou 100 travailleurs au plus. Etant donné le nom-

(1) Nouvelles d'Allemagne. *Correspondance hebdomadaire d'information et documentation*, n° 16, 17 avril 1936.

(2) Une ordonnance du 15 novembre 1934 prévoit la création de camps de travail modèles pour la construction des autostrades.

bre accru des travailleurs et l'envergure des plans qui, sur 1,3 millions d'hectares, comportent 100 millions de journées de travail, il faudrait tripler en 1935 le nombre des techniciens.

Ces travaux ont éveillé des soupçons chez les peuples voisins de l'Allemagne. Au début de 1936, un journaliste américain expulsé d'Allemagne, Mr. E. A. Mowrer, signalait la concentration de 17 sections du Service du Travail près de la frontière germano-hollandaise, dans le but de préparer des chemins pour un passage éventuel à travers la Hollande en cas de guerre. Il est évidemment difficile de faire une discrimination sûre entre les activités purement économiques et les activités pré-militaires du Service du Travail. L'Allemagne répondit à cet article (1) en essayant de démontrer que ces sections avaient pour unique mission de transformer en terres arables une étendue d'environ 110.000 hectares de terrains marécageux, vierges de toute culture.

Actuellement, en 1936, on ne peut être convaincu du caractère réel de ce service. Certes, les apparences feraient croire qu'il s'agit là d'opérations pré-militaires. L'avenir résoudra la question.

V. — LE SERVICE FEMININ DU TRAVAIL.

Ce service, créé dès le début du système, s'est beaucoup développé depuis 1933. Son activité se déploie dans deux directions différentes. D'une part, des jeunes filles sont groupées à la campagne où elles apprennent leur futur rôle de mères et de ménagères et reçoivent une éducation agricole sommaire. Un ensemble de jeunes filles se consacre d'autre part plus spécialement à l'étude de la médecine pratique pour l'obtention de diplômes d'infirmières, de sages-femmes, de visiteuses sociales.

(1) « *Nouvelles d'Allemagne* », n° 8, 21 février 1936.

Les camps féminins sont parfois peu éloignés des camps masculins. Les jeunes filles participent alors aux travaux de la cuisine, au blanchissage, à l'entretien des vêtements du camp voisin.

Il est inutile d'insister davantage sur ces camps féminins qui ne présentent pas un grand intérêt au point de vue de l'économie du pays.

CHAPITRE II.

LES PROGRAMMES DE TRAVAUX PUBLICS ANTERIEURS AU TROISIEME REICH

Le chômage qui, en 1931, comptait déjà environ 4,500.000 individus, passait en 1932 à 5.500.000. En février 1932, il atteignait son maximum avec 6.129,000 chômeurs sur 18.500.000 travailleurs inscrits. On comprend la gravité de ce chômage qui représente 9,5 % de la population. (1)

A la fin de 1931, des programmes variés s'élaboraient dans les différents partis. Les représentants de la grosse industrie souhaitaient voir une diminution massive des salaires. Les élus de gauche, eux, luttèrent pour une augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Le chancelier Brüning se décida à opérer une déflation, une réduction des dépenses, pour revenir à l'équilibre budgétaire. Toute une série d'ordonnances furent créées d'urgence, sans vote au Reichstag ainsi que l'autorisait la Constitution de Weimar (art. 48 sur les *Notverordnungen*). Elles concernaient la baisse des prix, la baisse de l'intérêt, et s'attaquaient surtout aux cartels.

Ces diverses mesures eurent peu de résultats heureux, car

(1) Celui de la France à la même époque ne s'élevait qu'à 350.000 individus.

« Brüning, en pleine crise de déflation, a suivi les mouvements « de la conjoncture au lieu de les combattre ». (1) Une commission nommée en janvier 1931 avait bien envisagé de recourir à de grands travaux publics pour remédier au chômage, mais la politique de déflation ne permettant de tenter l'expérience que sur une toute petite échelle, les résultats furent insignifiants.

Dès le 1^{er} juin 1932, Hindenburg, réélu en avril contre Hitler, remplace Brüning par von Papen. Les élections de juillet 1932 sont un grand succès pour les nationaux-socialistes (ils ont alors 230 sièges au Reichstag), et mettent le gouvernement de von Papen dans une nouvelle ambiance politique. Devant le chômage qui augmente encore, il ne s'agit plus de faire de la déflation. « Il faut créer du travail à n'importe quel prix, alors même que le financement n'en peut être assuré que par l'intervention massive de l'Etat. » (2).

Le moyen de sortir de l'état de stagnation économique apparaît donc ainsi : le Reich deviendra lui-même entrepreneur, ou accordera des facilités exceptionnelles aux entreprises privées. Des économies pourront être faites sur les fonds de chômage, grâce à une augmentation de l'emploi, mais ces économies ne sauraient être immédiates. Jusqu'à ce qu'elles s'avèrent suffisantes, les travaux devront être financés grâce à l'institution d'organismes spécialisés, et de caractère officiel.

On distingue deux systèmes dans cette action :

1^o) La création indirecte du travail. (*Mittelbare Arbeitsbeschaffung*) qui est l'ensemble des méthodes employées pour alléger les charges de l'industrie et du commerce, tout en per-

(1) Pierre Reynaud. *La lutte contre le chômage en Allemagne*. Lyon, 1936.

(2) Dr. Heinrich Dräger. *Arbeitsbeschaffung durch Produktive Kreditschöpfung*. N. S. Bibliothek, Heft 41.

mettant d'accroître le nombre de leurs ouvriers ou de leurs employés. Divers moyens ont été envisagés, comme la réduction des impôts, la remise de bons fiscaux (valables en paiement des impôts futurs) aux entrepreneurs engageant du personnel nouveau ou supplémentaire. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous examinerons en détail les plans gouvernementaux.

2°) La création directe du travail. (*Unmittelbare Arbeitsbeschaffung*).

Par opposition aux méthodes ci-dessus envisagées, il s'agit ici pour le Reich, ou pour les autres collectivités publiques allemandes, de jouer directement le rôle d'entrepreneur. L'initiative privée est défaillante, les banques sont surchargées de crédits gelés, le marché des capitaux est en plein désarroi. Il faut que l'Etat obvie sur le champ à cette situation en mobilisant les ressources publiques, et en établissant des programmes de travaux de vaste envergure.

Ces deux systèmes furent tour à tour préconisés dans la période de 1931 à 1933 dont nous parlons dans ce chapitre. Mais il apparaît dès 1932 que la tendance, timide d'ailleurs, est de s'orienter spécialement vers les méthodes de création directe du travail. Les plans des gouvernements que nous allons étudier le prouvent. Afin d'éviter une hausse massive des prix, on a cependant gardé le principe d'utiliser conjointement les deux systèmes. Les adversaires des procédés de lutte contre le chômage par les travaux publics craignaient que cette politique ne nécessitât une expansion du crédit telle qu'on arriverait à une hausse inusitée des prix, et à une inflation. Dans les discours politiques qui ont accompagné le lancement de presque tous les programmes de grands travaux, on s'est toujours efforcé d'opposer des arguments péremptoirs à cette attitude timorée.

Il convient, après avoir évoqué l'ambiance dans laquelle évo-

lue cette notion de travaux publics, d'envisager successivement les différents plans dans leur ensemble, puis d'étudier spécialement les méthodes de financement qui font l'originalité de cette lutte active contre le chômage.

I. — LES DIFFERENTS PLANS DE GRANDS TRAVAUX SOUS LES GOUVERNEMENTS BRÜNING, VON PAPEN ET SCHLEICHER.

Ministère Brüning. — Nous sommes dans une période de déflation. Ce n'est pas une atmosphère favorable à l'éclosion d'un programme de grands travaux, car un tel programme suppose de grandes dépenses. Le chancelier n'hésite pas à envoyer un ballon d'essai, oubliant qu'en la matière les demi-mesures ne sont d'aucune efficacité.

La caractéristique du programme du chancelier Brüning est la part importante des crédits alloués aux Chemins de fer et aux Postes du Reich pour les travaux de réfection ou d'amélioration. Il est intéressant aussi de constater que ce plan de travaux de secours accorde une valeur particulière aux *Notstandarbeiten*, travaux exécutés par des chômeurs auxquels on ne verse que l'indemnité de chômage augmentée de 25 Rm. versés toutes les quatre semaines en bons d'achats (1). La plupart des travaux de terrassement sont exécutés de cette manière.

L'ensemble des crédits représente 1.100 millions de Rm., se décomposant comme suit : (2) (en millions de Rm.).

(1) Les chômeurs reçoivent en outre un repas chaud chaque jour.

(2) Chiffres cités par M. Pierre Reynaud (o. c.). A notre avis, ne doivent être considérés comme réels crédits de Travaux publics que ceux réservés aux routes et aux *Notstandarbeiten*, soit 250 millions de Rm.

Chemins de fer.

Voies permanentes	80.
Rails	20.
Matériel roulant	10.
Ponts et nouvelles constructions	60.
Mesures de sécurité	2.
Ateliers	30.
Divers... ..	78.
	280.

Postes du Reich.

Construction de stations électriques. (Télé- légraphe, Téléphone, T. S. F.)	132.
Machines	23.
Bâtiments	20.
Améliorations diverses	25.
	200.
 Routes	 100.
Notstandarbeiten	150.
Construction et amélioration des petits lo- gements	300.

Ministère von Papen. — Le 1er juin, von Papen est appelé à remplacer le chancelier Brüning. Son premier souci, à lui aussi, est de combattre le chômage. Dès le 14 juin 1932, par une ordonnance de crise, une nouvelle politique économique est inaugurée. On renonçait entièrement à la prudence du ministère précédent, on ouvrait de larges crédits à l'industrie. Une nouvelle ordonnance de crise, du 4 septembre 1932, vint ren-

forcer la première et agir dans le même sens : l'augmentation du pouvoir d'achat des masses ouvrières.

Les dispositions de ces ordonnances offraient deux moyens pour lutter contre le chômage et accroître l'embauche :

1°) Les Travaux publics.

Monsieur Pierre Reynaud, dans son ouvrage sur la lutte contre le chômage en Allemagne, signale que 302 millions de Reichsmark ont été affectés aux commandes passées par le Reich ou d'autres collectivités publiques aux industries privées. Il semble que les crédits ont été plus élevés. En effet, une somme de 207 millions de Rm., destinée aux grands travaux, a été inscrite au budget de 1932-1933. A ce crédit budgétaire doit s'ajouter une somme qu'on peut évaluer à environ 330 millions de Rm., somme que M. Reynaud ne mentionne pas dans son étude. Ces crédits ont d'ailleurs été dépassés à plusieurs reprises (1).

La somme de 330 millions qui n'était pas attribuée au budget fut mise à la charge des Chemins de fer du Reich et de l'Administration des Postes pour améliorer les conditions techniques des transports. Les deux services publics ayant leurs budgets particuliers en déficit, il apparaît clairement que tout le système repose sur une grande expansion du crédit. Le procédé technique de ces crédits consistant en émission de traites appelées bientôt « traites de travail » sera étudié dans la deuxième partie de ce chapitre.

Les travaux envisagés portent principalement sur l'amélioration des routes, des ports, des canaux, la construction de logements à bon marché, et la colonisation suburbaine. La réparti-

(1) H. Laufenburger. La Vie économique en Allemagne. *Revue d'Economie politique*, 1933.

tion des crédits fut à peu près la suivante (en millions de Rm.) (1)

Travaux de terrassement, canaux, amélioration de	
la navigation fluviale	178,6
Construction d'habitations	19,9
Transports et Routes	24,1
Culture et Colonisation	64,9
	287,5

Les autres crédits ont été employés par les Postes et les Chemins de fer.

2°) L'Emission de Bons d'impôts.

A côté des mesures de dégrèvement pour certains impôts, comme la taxe sur le chiffre d'affaires et les taxes sur les transports, les Bons d'impôts ont été créés à titre de remboursement partiel de certains impôts dont la charge était considérée comme trop lourde, mais que le Reich ne pouvait cependant supprimer sans compromettre l'équilibre budgétaire. Lors du paiement de ces impôts, et pendant la période octobre 1932-septembre 1933, une fraction devait être ristournée aux contribuables par remise de bons nominatifs, les *Steuergutscheine*, ceux-ci étant admis en paiement de certains impôts (2) à raison d'un cinquième de leur montant, de 1933 à fin 1938. Ces *Steuergutscheine* jouissaient en outre d'un agio annuel de 4 %, et pouvaient être cédés, soit en bourse, soit par voie d'endossement.

A cette première catégorie de bons, qui devaient être mis en circulation pour un montant de 1.500 millions de Rm., s'ajoutait celle des bons remis à titre de prime aux industriels par-

(1) *Die Bank. Finanzierung der Arbeitsbeschaffung*, mars 1935.

(2) Impôt sur le chiffre d'affaires, impôt foncier, etc....

ticipant à la lutte contre le chômage. Cette prime était de 400 Rm. par ouvrier nouvellement embauché.

Ce système n'a pas réussi. La première catégorie de bons n'a pas été bien accueillie par le public, et leur introduction à la Bourse a été assez lente. Au début de juin 1933, il n'en avait été émis que pour 520 millions de Rm., dont 180 au profit de la Reichsbahn. Depuis, l'émission s'est améliorée, mais le chiffre de 1.500 millions n'est pas encore atteint. Au 27 février 1936, l'émission atteignait 1.475,5 millions de Rm. Il y avait en circulation pour 886,6 millions de bons, non compris 409,8 millions déposés à la Reichsbank.

Ce programme, ce nouveau système de crédit public permettait aux industries d'obtenir des crédits pour entreprendre des travaux immédiats en se reposant sur les bons fiscaux pour l'avenir.

Ministère von Schleicher. Plan Gereke ou « Sofort-Programm » du 15 décembre 1932. — Le gouvernement von Schleicher fut appelé vers la fin de 1932 à remplacer celui de von Papen (surnommé « le cabinet des barons ») qu'on accusait de tendre à une restauration de l'ancien régime. Les bons fiscaux de von Papen n'avaient pas réussi ; la preuve de l'incapacité des industries privées à se relever d'elles-mêmes était faite. Il fallait donc que l'autorité publique dirigeât l'économie privée en créant du travail, tant sur le plan économique que social. Elle devait donner à ce travail un caractère d'utilité publique.

Von Schleicher, aidé par Gereke, entreprit d'établir un nouveau programme. Celui-ci devait être la conséquence même du premier échec.

Le commissaire Gereke, à la suite du discours du chancelier von Schleicher (15 décembre 1932) décida d'affecter un crédit

de 500 millions de Rm. à l'emploi des chômeurs. Ce plan, dont l'application devait être immédiate (d'où son nom de *Sofort-Programm*) fut mis en vigueur par une ordonnance du 28 janvier 1933.

Dans cette première phase, il s'agissait d'organiser les travaux urgents afin de procurer du travail à un grand nombre de chômeurs. Les travaux envisagés étaient essentiellement des travaux de voirie : réparation des routes, amélioration des voies navigables, ainsi que des travaux destinés à l'entretien des usines à gaz et de distribution d'électricité.

Tout le système reposait sur le crédit de 500 millions de Rm. ouvert aux communes et autres collectivités publiques. Ce crédit était garanti par le Reich et mobilisable par l'intermédiaire de deux organismes bancaires semi-officiels : la *Rentenbank Kreditanstalt*, qui s'occupait spécialement des questions agricoles, et la *Deutsche Gesellschaft für Öffentliche Arbeiten*, société allemande de travaux publics communément appelée « Oeffa ». Le premier de ces organismes mobilisait un montant de 200 millions de Rm., le second 300 millions (1). Comme dans le plan du ministère von Papen, les crédits étaient mobilisés par un système de traites que nous étudierons plus loin.

Etant donné l'importance des travaux à entreprendre, il devenait indispensable qu'un contrôle sévère de leur exécution fût établi, qu'une organisation administrative en prît la responsabilité. Un commissariat du Reich fut créé par une loi du 15 décembre 1932. Gereke fut le premier titulaire de ce poste. Une commission interministérielle d'études lui était adjointe.

Le commissaire devait préparer la mise en œuvre des méthodes de création de travail. Il comprit rapidement qu'une trop grande centralisation ne favorisait pas l'entreprise. Il décida

(1) M. Bandmann. *Wirtschaftsdienst*, janvier 1933.

donc de transférer une partie des pouvoirs de la commission centrale à des offices régionaux. D'autres attributions furent déléguées au Ministère du Travail et à l'Office technique des Travaux publics, plus spécialement chargé d'étudier l'utilité économique ou sociale des travaux.

Cette confusion des pouvoirs, cette absence de délimitation des compétences entrava certainement la bonne marche du système.

II. — LES METHODES DE FINANCEMENT DANS LES DIFFERENTS PROGRAMMES

Le premier programme, celui des travaux additionnels du chancelier Brüning, ne présentait pas de particularités au point de vue financier. Les crédits étaient inscrits au budget du Reich, de la Reichsbahn, et du Service des Postes. Mais ces budgets étant déficitaires, il devint nécessaire de faire appel au crédit.

PREVISIONS ET RENDEMENT DES IMPOTS D'EMPIRE :

	Prévisions	Rendement	Infériorité du rendement
1930	10.255,6	9.025,1	1.240,1
1931	9.155,6	7.790,1	1.365,5
1932	7.464,6	6.647,1	. 817,3

C'est avec le plan élaboré par le gouvernement de von Papen que le procédé des traites dites « traites de travail » (*Arbeitsbeschaffungwechsel*) va apparaître.

Ce procédé est extrêmement compliqué. Pour financer leurs programmes de travaux, les collectivités allemandes ont besoin de capitaux considérables qui sont mobilisés sous forme de crédits d'acceptation. Il devint indispensable de contrôler et même

de régulariser la mobilisation des sommes empruntées. A cette fin, le Reich fonda quelques sociétés de Crédit public, à caractère semi-officiel, ayant chacune sa compétence déterminée : (1)

La Société allemande des Travaux publics, l'*Oeffa* (2) qui s'occupe spécialement des questions de voirie (ponts, routes, etc....), des questions d'équipement électrique du pays, et de la politique de rénovation et de réfection des immeubles.

La *Deutsche Bau-und Boden Bank*, comme son nom l'indique, a pour principale mission de favoriser les entreprises de construction d'immeubles et la politique des habitations à bon marché.

La *Deutsche Siedlungsbank*, faisant du crédit foncier pour le développement de la petite colonisation rurale.

La *Deutsche Bodenkulturgesellschaft* qui, elle aussi, fait du crédit foncier, mais spécialement en vue de vastes travaux d'assèchement, d'irrigation, de régularisation des fleuves et des rivières.

La *Deutsche Verkehrskreditbank* doit être ajoutée à cette liste des quatre grandes sociétés. Créée en 1923 par la Société des Chemins de fer du Reich qui détient les trois quarts de son capital de 20 millions de Rm., elle s'occupe surtout d'utiliser les fonds reçus par la compagnie des Chemins de fer. Nous reparlerons plus loin du rôle qu'elle a joué dans la politique des grands travaux.

Ces sociétés coopérèrent avec le commissaire du Reich et les commissions ministérielles compétentes afin de procéder aux

(1) *Die Bank*, n° du 20 janvier 1935.

(2) Créée déjà en 1930 pour prendre la suite des opérations d'avances du Reich à diverses collectivités. Le capital de 150 millions de Rm. est entièrement entre les mains du Reich, en représentation des créances qu'il avait apportées. Ce n'est pas une banque à proprement parler : elle ne reçoit pas de dépôts et ne fait pas d'opérations bancaires pour son propre compte.

enquêtes qui devaient établir la base économique, sociale et financière du projet de travail mis à l'étude. Ce n'est qu'après cet examen de tous les aspects de la question que les fonds étaient créés et mis à la disposition des collectivités par le moyen des traites de travail (1).

Les collectivités publiques qui avaient des travaux à exécuter s'adressaient à la Société de crédit compétente. Elles obtenaient un crédit d'acceptation, crédit avalisé par l'Etat. L'entrepreneur à son tour tirait sur la société un effet, accepté par celle-ci, et endossé par la collectivité intéressée. Ces traites étaient à trois mois, mais pouvaient être prolongées quatre fois d'une durée égale à la première. Cette échéance apparente de trois mois leur permettait d'être réescomptées par la Reichsbank à la suite du quatrième renouvellement, et après avoir été escomptées une première fois par un consortium bancaire comme en ont formé la *Reichskreditgesellschaft* ou la *Deutsche Bank und Diskontogesellschaft*.

L'entrepreneur est payé à une date indéfinie. Cependant, il a, lui, des fournisseurs et des ouvriers à régler immédiatement. Les fournisseurs ayant en général un compte ouvert dans une des Sociétés de crédit public, l'entrepreneur règlera leurs comptes sans création de billets, par simple virement. Par contre, il faut de l'argent liquide pour le paiement des ouvriers : la banque semi-officielle intéressée escomptera le montant nécessaire sur le papier remis par les entrepreneurs grâce à des fonds que les Caisses d'épargne ou les banques de dépôts sont tenues de lui verser.

Nous avons dit plus haut que le Reich avalisait les crédits d'acceptation ; il se portait garant du remboursement par les collectivités des crédits qui leur avaient été ouverts par les so-

(1) Ernest Vincent. *Journal des Finances*. 3 juin 1936.

ciétés de Crédit public. Etant donné la situation financière des communes et des pays allemands, il est clair que la plus grande partie des charges va retomber sur le Reich. Celui-ci est dangereusement placé, au point de vue budgétaire aussi : les traites de travail ne pourront donc être payées que par un appel, non plus au crédit privé, mais au crédit public.

A titre de garantie de l'aval qu'il donnait aux crédits d'acceptation, le Reich, sous le gouvernement von Papen, émit des titres de caution, puis des Bons fiscaux pour un montant de 500 millions de Rm. (L'équivalent des crédits ouverts pour les travaux lors du plan Gereke). Le Reich devait distribuer ces 500 millions de Bons fiscaux au cas où les collectivités ne parviendraient pas à consolider leur dette.

Quelques chiffres donneront une idée de la répartition des moyens financiers entre les établissements de crédit, et leur utilisation par les différents secteurs de la production (1).

ETAT DE REPARTITION AU 31 DECEMBRE 1934
(en millions de Rm.)

	Papen Programm	Sofort-Programm (Gereke)
I. — <i>Etablissement de Crédit.</i>		
Oeffa	190,7	399,7
Deutsche Bau-und Bodenbank A. G.	19,9	19,2
Deutsche Rentenbank Kredit- anstalt	49,9	178,8
Deutsche Siedlungsbank	10,0	—
Autres établissements	17,0	—
	287,5	597,7

(1) *Die Bank*, 27 mars 1935. « Die Finanzierung der Arbeitsbeschaffung ». Nous avons pris les chiffres de 1934 qui indiquent la répartition après la mise en œuvre des programmes.

II. — *Répartition d'emploi des
Crédits.*

Travaux de terrassement, canaux, etc.	188,6	289,1
Construction d'habitations	19,9	19,2
Transports. Routes.	24,1	110,6
Culture. Colonisation rurale.	64,9	178,8
	297,5	597,7

La charge financière qui incombe à l'économie nationale de 1933 à 1938, dans les programmes de von Papen et de Gereke, est la suivante : (en millions de Rm.) (1).

	1933	1934	1935	1936	1937	1938.
<i>Papen- Programm</i>						
Traites (y compris faux frais)	71,0	175,0	56,0	—	—	—
Bons d'impôts	—	312,0	324,0	336,0	348,0	360,0
<i>Sofort- Programm</i>						
Traites	—	40,0	140,0	240,0	140,0	140,0
Faux frais	20,0	34,5	23,0	16,0	8,0	1,0
	91,0	561,5	543,0	592,0	496,0	501,0

(1) Dr. F. Boesler. Les Finances allemandes depuis 1933. *Weltwirtschaftliches Archiv*. Novembre 1935.

III. — LES PREMIERS RESULTATS DE LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Les travaux publics exécutés pour essayer de vaincre le « point mort » de l'évolution économique ont-ils eu sur le marché du travail l'influence heureuse que l'on souhaitait ? Il est excessivement difficile de s'en rendre compte. D'après les statistiques publiées par la Reichskreditgesellschaft, il semblerait qu'en 1932, entre le maximum atteint par le chômage (en février), avec 6.128.300 chômeurs, et le minimum de septembre avec 5.100.000, on ait relevé une différence de plus d'un million dans le nombre des chômeurs. Ce résultat serait incontestablement heureux. Mais en est-il réellement ainsi ? On peut dire que non, car en approfondissant la lecture des statistiques, on voit qu'entre le deuxième trimestre de 1932, avec une moyenne mensuelle de 5.662.000 chômeurs, et le 15 décembre de la même année avec 5.604.000, il y a une différence très peu marquée. D'autre part, les statistiques indiquant la diminution du chômage seraient inexactes par le fait d'une ordonnance qui décidait que seuls les indigents auraient droit aux secours de chômage. (1).

Il ne faudrait pas juger le système des Travaux publics sur les premiers résultats obtenus. L'ampleur des travaux envisagés avait été fort réduite, sauf en ce qui concerne les Chemins de fer. La commission interministérielle chargée de mettre à exécution le plan de Gereke reconnut que la mise en œuvre de la première tranche du programme entraîna une dépense de 160 millions de Rm., soit environ 10 millions de journées de travail. L'année étant de 300 jours ouvrables, il s'agirait du travail de 33.000 ouvriers seulement.

(1) H. Laufenburger. La Vie économique en Allemagne. *Revue d'Economie politique*. 1^{er} juin 1933.

Sous l'influence du nouveau régime, au début de 1933, la revue « *Wirtschaftsdienst* » devient optimiste. Elle estime alors à 100.000 le nombre de chômeurs ramenés au travail par le plan Gereke et par les répercussions qu'il a eues sur toute l'économie allemande.

Il faut rappeler aussi le nombre de jeunes gens rayés de la statistique du chômage par leur enrôlement dans les camps du Service du Travail. De janvier à décembre, leur nombre, passant de 6.810 à 285.000, s'est augmenté de près de 280.000 individus, ce qui n'est pas négligeable dans l'étude d'une résorption « apparente » du chômage au cours de 1932.

A quoi tient donc la faible réussite des méthodes employées? Une expansion très large du crédit eût été indispensable devant la nécessité urgente de procurer du travail aux chômeurs. Nous avons vu que le projet Brüning n'envisageait qu'un chiffre de 250 millions de Rm. Le plan Gereke était plus vaste et dépassait 500 millions. A la fin de l'année 1932, seule la première tranche des travaux avait été exécutée et ne représentait qu'un chiffre de 160 millions de Rm. Ces sommes étaient insuffisantes pour redonner à l'industrie privée le renouveau d'activité qui réintégrerait un grand nombre de chômeurs dans le processus économique. Il semble en outre que les industries ont cherché à occuper davantage les ouvriers de leurs usines, au début tout au moins, plutôt que d'enrôler de nouveaux éléments. L'attrait des Bons fiscaux de von Papen a sensiblement modifié cette méthode.

Pour que l'action soit réellement efficace, un crédit d'environ 2 milliards de Rm. eût été nécessaire. D'après Monsieur Dräger (1), on aurait pu escompter alors une baisse d'environ 500.000 sur le chiffre des chômeurs, sans parler des répercus-

(1) Dr. H. Dräger. *Arbeitsbeschaffung durch Produktive Kredit-schöpfung*. 1932.

sions heureuses qu'une telle expansion de crédit aurait eues sur toute l'économie allemande, et conséquemment sur le chômage lui-même. Un travailleur recevait en effet 2.000 Rm. environ par an. Etant donné la part de 50 % que le salaire prend en moyenne dans les prix de revient industriel (1), il apparaît qu'il eût fallu 4.000 Rm. par an pour libérer un homme du chômage, soit 2 milliards pour 500.000 chômeurs.

Cette politique d'investissements primaires n'a pas été suivie assez largement par les gouvernements successifs et ne pouvait donner de meilleurs résultats. De ces premiers programmes, il reste encore de vastes crédits non utilisés ; nous en reparlerons plus loin.

Pour terminer la première partie de cette étude sur les Travaux publics et leur rôle dans la lutte contre le chômage en Allemagne, il paraît intéressant de signaler le caractère de défense nationale que bon nombre de ces travaux prenaient déjà en 1932. Dans une étude sur l'économie de guerre du Reich, M. A. Marcy (2) nous dit en effet qu'à cette époque on fondait à Berlin et à Brunswick un institut (3) chargé d'étudier la construction de grandes routes, et leur protection contre des attaques aériennes éventuelles. Il semble donc que l'Etat major envisageait la mobilisation par route. C'est sur la base des travaux de cet institut qu'ont été établis les projets de construction d'autostrades dont nous parlerons dans les chapitres suivants.

(1) Evaluation de M. Dräger (Part du salaire dans le prix de revient de diverses industries):

Construction de canaux	.	60 %
Industrie lourde	.	34 %
Produits de consommation	.	26 %

(2) *Excelsior*. 3 décembre 1936.

(3) *La Chemische-Technische Reichsanstalt für Sprengstoffe und Verteidigung gegen Luftangriffen.*

CHAPITRE III

LES PLANS NATIONAUX-SOCIALISTES

Le 10 janvier 1933, Hitler prend le pouvoir en Allemagne. Malgré les efforts de ses prédécesseurs, la situation économique et sociale dont son gouvernement hérite est toujours aussi troublée. Le nombre des chômeurs atteint encore près de 6 millions, et la natalité continue de baisser.

Gottfried Feder, dans le programme du parti, disait qu'« un Etat qui n'est pas capable de réincorporer dans le processus économique des millions d'hommes aptes au travail mérite d'être balayé ». Les articles 7 et 10 du même programme affirmaient, d'une part le *droit* au travail pour tous, et, d'autre part, le *devoir* pour chacun de travailler. La lutte va donc se poursuivre avec la collaboration de toutes les forces économiques du pays, à commencer par celle des banques. Telle est la caractéristique de ces plans (et nous l'étudierons dans un chapitre spécial) que cette collaboration intime de toute l'organisation bancaire allemande avec les programmes hitlériens de redressement économique.

Le gouvernement n'a pas voulu suivre intégralement les principes de Gottfried Feder qui, dans le 5ème Cahier de la *Deutsche Volkswirtschaft* de 1932, réclamait l'étatisation de la Reichsbank

et des gros instituts bancaires. Gottfried Feder demandait aussi qu'on abandonnât l'étalon or et la fixité des cours des changes, bases de la politique du docteur Lüther, président de la Reichsbank. L'or disparaissait des caisses de la Banque d'Empire. Le gouvernement cependant ne demanda pas les pleins pouvoirs pour l'émission des billets ; l'Allemagne avait trop souffert de l'inflation massive d'après guerre et cette mesure aurait eu un effet psychologique déplorable. On se contenta de démontrer que le rôle des banques n'était pas seulement de recevoir et de distribuer l'argent, mais bien plutôt de devenir de véritables instituts de crédit.

Cette politique de large extension du crédit était évidemment la seule possible pour réaliser des plans de grands travaux publics. Elle était puissamment favorisée par un grand nombre de facteurs psychologiques. Le peuple attendait un miracle du Führer que l'Allemagne idolâtrait. Hitler était prêt à tout pour favoriser ce miracle, mais encore fallait-il agir promptement et profiter d'une puissance mystique exceptionnelle.

Nous étudierons ici les plans dans leur ensemble, en distinguant les plans gouvernementaux et les plans des autres organismes d'Etat. Puis, nous en examinerons les principales réalisations.

I. — PLANS GOUVERNEMENTAUX.

Le plan Hitler ou Reinhardt du 1^{er} juin 1933. — Le 1er juin 1933, six mois après le commencement de la mise en œuvre du programme d'action immédiate de Gereke, était promulguée une loi destinée à atténuer le chômage (*Gesetz zur Erminde-rung der Arbeitslosigkeit*).

Les expériences des gouvernements antérieurs avaient échoué. Après l'exécution de certains travaux, les travailleurs réintégraient l'armée des chômeurs. Les conséquences désastreuses du chômage étaient momentanément atténuées, mais le mal n'était pas enrayé.

Ayant le peuple entier derrière lui, unanime dans le désir de coopérer à la grande œuvre sociale, le Führer pouvait élever son ambition plus haut que celle de ses prédécesseurs. Envisageant tous les domaines de l'économie, il pouvait suivre les voies les plus diverses pour arriver au but unique : la réduction du chômage. « Le gouvernement national-socialiste veut rétablir et activer la circulation du sang dans le corps économique atteint d'anémie depuis quelques années ». (1)

Le programme Reinhardt a été élaboré par la loi du 1er juin 1933, et par une seconde loi, du 15 juillet 1933, qui porte le même nom. Sa caractéristique fut l'importance des crédits envisagés : ils se montaient à un milliard de Rm. pour des travaux d'assez longue haleine. Les travaux étaient financés par des traites de travail garanties par des Bons du Trésor du Travail (*Arbeitschatzanweisung*). Il en sera question plus en détail au chapitre qui suit.

C'est dans la première partie de la loi de juin 1933 que sont indiqués les travaux à entreprendre, travaux destinés principalement à l'équipement national : édifices publics, adduction d'eau, de gaz et d'électricité dans les villages et les campagnes, travaux de grande colonisation (*Siedlung*) et de petite colonisation suburbaine.

(1) Dr. Grünewald, *Der Entscheidungskampf gegen die Arbeitslosigkeit*. Stuttgart, 1934.

La répartition des crédits est la suivante (en millions de Rm.)

Réparation et développement des édifices publics .	200.
Amélioration de la terre. Régularisation des cours d'eau	100
Petite colonisation suburbaine	100.
Grande colonisation (Siedlung)	50.
Développement des services d'eau, de gaz, et d'électricité	100.
Réparations, transformations des édifices privés, agricoles et industriels	100.
Travaux de terrassement et travaux souterrains	120.
Divers	230.
	1.000.

A ces crédits importants s'ajoutent les contributions volontaires, les versements plus ou moins obligatoires des collectivités publiques et des Caisses d'épargne à une Caisse d'amortissement créée par le gouvernement, et qui doit à son tour alimenter l'*Arbeitsbeschaffung*.

En plus de ces procédés de création directe du travail, il faut mentionner quelques méthodes indirectes d'action contre le chômage qui font l'objet des parties IV et V de la loi du 1er juin 1933. Cette *Mittelbare Arbeitsbeschaffung* revêt des aspects divers. Un de ses premiers objectifs est de maintenir la mère de famille à son foyer, grâce aux primes versées aux ménages dont la femme ne travaille pas au dehors. Par l'obtention facile de dots ou de prêts, on essaie de développer le taux de la nuptialité. On allège les impôts de ceux qui embauchent ou qui commandent un nouvel outillage (partie II de la loi du 1er juin 1933). On cherche aussi à limiter l'emploi des machines (1).

(1) Dans l'industrie des cigares et des cigarettes par exemple.

Il suffit de rappeler encore les organisations exceptionnelles du Service du Travail et de la *Landshilfe* (l'aide agricole).

Le Service du Travail, en plein développement, fournit une partie de la main-d'œuvre pour l'exécution des travaux. Une plus grande partie revient à des entreprises privées, à des sociétés fondées avec le concours du Reich, des pays ou des communes, comme la *Rhein-Main-Donau Gesellschaft*, chargée de travaux de canalisation. La répartition des travaux est dirigée par les services des ministères compétents au bénéfice des administrations décentralisées, déjà créées sous forme d'offices régionaux sous le gouvernement de von Schleicher, à la fin de 1932, ou nouvellement installées dans les principaux chefs-lieux du Reich.

Cette décentralisation permet de faire participer plus aisément les petits entrepreneurs locaux à l'œuvre de lutte contre le chômage. Des consignes générales inspirent les divers offices régionaux et les obligent à réserver leurs soumissions à des entreprises dont le caractère national est connu, et dont l'administration est purement aryenne.

Nous retrouverons plus loin les grands instituts comme l'Oeffa, la Deutsche Bau-und Bodenbank, etc... qui, à côté de leur activité purement financière jouèrent un certain rôle dans la technique même des travaux.

Les rapports entre les patrons et les ouvriers, en ce qui concerne l'exécution du programme, sont assez curieux. D'une part, pour favoriser l'embauche, on exige des entreprises bénéficiaires des commandes du Reich ou d'autres collectivités qu'elles ne dépassent pas un maximum de 40 heures de travail par semaine et par homme; d'autre part, on n'accorde pas aux ouvriers les avantages des contrats collectifs. Le salaire qui leur est offert correspond à l'allocation de chômage, augmentée d'une solde supplémentaire de 25 Rm. par mois.

Le Plan du 21 septembre 1933. — Le plan issu de la loi de

juin n'avait pas envisagé l'économie sous tous ses aspects. Pour éviter l'augmentation saisonnière du chômage en hiver, les crédits apparurent insuffisants. Un nouveau programme nécessitant un crédit de 500 millions de Rm. fit l'objet de la première partie de la loi sur les dettes et finances locales du 21 septembre 1933.

Le bâtiment étant spécialement menacé par l'aggravation du chômage en hiver, les travaux prévus portent premièrement sur la mise au point, l'amélioration et le développement des locaux d'habitation (la plupart du temps par subdivision). On envisage en outre l'organisation d'abris et autres moyens de protection contre les attaques aériennes, et quelques constructions, principalement des casernes. Les parties II à V de la loi indiquent aussi certains dégrèvements d'impôts.

Comme le programme de juin 1933, celui-ci est financé par des traites de travail, mais c'est la garantie offerte par l'Etat qui est la particularité de ce programme. Le coût des travaux est en effet à la charge du Reich, dans une proportion variant entre 20 et 50 %. De plus, le Reich s'engage à payer pendant une durée de 6 ans un intérêt de 4 % aux créanciers des collectivités et des particuliers qui ne peuvent régler immédiatement le montant des travaux exécutés pour eux.

Dès le début de la crise, le Reich fut obligé d'assumer une partie des charges que les finances locales ne pouvaient plus supporter. Le programme de septembre 1933 donna un nouvel essor à cette évolution, condition « sine qua non » d'assainissement de tout le régime financier du Reich et de l'économie allemande. (1).

Avant d'aller plus avant dans le développement chronologique des plans de travaux publics, il est bon de porter un premier ju-

(1) *Bulletin des Archives d'Economie mondiale*. Hambourg, avril 1936.

gement sur les deux programmes de 1933. Certains auteurs ont estimé que, comme partout ailleurs, la lutte contre le chômage par de grands travaux, qui est en soi un excellent palliatif à la crise, aurait été entreprise trop tard, alors que la crise touchait déjà à sa fin. Ce jugement paraît un peu rapide et superficiel. En 1933, en effet, ces travaux présentaient une très grande utilité : le chômage atteignait au début de l'année 6 millions d'ouvriers et employés ; la crise sévissait encore, l'indice général de la production était toujours en baisse. Seules quelques marchandises annonçaient une légère reprise économique.

Les plans des gouvernements précédents n'avaient réussi en aucune manière à ranimer l'initiative privée. Dans ces conditions, l'union du peuple allemand était un facteur particulièrement favorable, et il faut reconnaître que les plans de juin et de septembre 1933 ont eu le mérite de secourir l'économie privée défaillante. La plupart des travaux entrepris, s'ils présentaient une utilité certaine pour l'équipement national, n'offraient aucune possibilité de rendement économique, de rentabilité. Si, dans certaines branches de l'économie, on pouvait espérer une amélioration du rendement et une augmentation de la productivité, ce n'était que pour un avenir très lointain. Ces programmes comportaient donc une grande part d'insécurité.

Le docteur Schacht, appelé à la présidence de la Reichsbank, s'est inquiété de cette question à plusieurs reprises. Il s'est élevé contre « ce flot de travaux publics qui risque de ne plus pouvoir être endigué ». Ses conseils n'ont pas été suivis, et on a continué à alimenter des travaux à long terme, avec des crédits à court terme. La situation financière ne pouvait qu'en être aggravée, mais dans un pays autoritaire comme l'était l'Allemagne depuis 1933, une pareille considération était sans portée, et il est permis de croire que la politique des grands travaux sera continuée, même dans ces conditions, pendant un certain temps.

L'Organisation du Travail en 1934. — Le début de l'année 1934, supprima les libertés de jadis et créa un régime corporatif. Jusqu'à là, les ouvriers et employés exerçaient librement leur métier, pouvant à leur gré se syndiquer ou non. La loi sur l'organisation du travail national (*Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit*), en date du 16 janvier, et publiée le 20 janvier 1934 fut marqué par une transformation complète du régime du Travail. Contrairement aux corporations d'autrefois, dont l'accès était libre, en théorie du moins, les nouveaux cadres corporatifs englobaient obligatoirement patrons et salariés, dans une organisation unique, le *Front der Arbeit* (Front du travail). Cette réforme complète de l'économie allemande qui supprimait les syndicats libres, mettait sous le contrôle immédiat du ministère de l'Economie du Reich l'activité des *Leiter*, chefs des corporations centrales.

Le 13 mars 1934 (1) fut établi un plan pour la réorganisation rationnelle du travail. Dans le Front du Travail, on créa 12 secteurs d'activité économique, à la tête de chacun desquels était placé un chef. Celui-ci était en réalité un fonctionnaire du parti nazi, chargé d'appliquer les décisions du ministère de l'Economie. Apparemment, on laissa aux ouvriers certaines de leurs libertés syndicales, en leur permettant d'élire des délégués qui formaient les « conseils d'hommes de confiance ». On créa des « Cours sociales d'honneur », à caractère paritaire, et chargées de résoudre les conflits qui s'élèveraient au sein du Front du Travail. Chaque année, les *Leiter* devaient se présenter devant leurs hommes qui, par un vote secret, renouvelaient leur confiance à leurs chefs.

Tout ceci n'est qu'une caricature de la liberté, car, à suppo-

(1) Un décret d'octobre 1934 précisa l'objet et les méthodes du Front du Travail.

ser (ce qui ne s'est pas produit dans les premiers temps) que les ouvriers, les employés, les patrons eux-mêmes émettent un vote de méfiance à l'égard de leur Leiter, le ministre de l'Economie du Reich est libre de le maintenir à son poste, ou de désigner un remplaçant qui restera dans la ligne suivie jusqu'alors.

Sous un régime républicain, c'est-à-dire sous un régime de liberté, on n'aurait jamais pu vaincre les oppositions que de semblables réformes eussent fait naître. En Allemagne nationale-socialiste, comme en Italie fasciste, et comme en Russie soviétique, le gouvernement comprit cependant qu'il fallait accorder quelques compensations aux salariés privés de leurs libertés syndicales et même individuelles. A l'imitation du « dopo lavoro » italien, on institua en Allemagne une œuvre, la « *Kraft durch Freude* » (la Force par la Joie). Cette œuvre, communément appelée K. D. F., est certainement l'organisme du Front du Travail qui a eu et garde la plus grande activité ainsi que le plus grand succès. Grâce à lui, l'Etat est devenu le dispensateur des distractions et des loisirs. La K. D. F. organise des saisons théâtrales, des excursions, et même des voyages et des croisières de longue durée, à des prix minimes. (1).

Ainsi donc au début de 1934, le régime du travail était transformé. A cette date, une année à peine s'était écoulée depuis la mise en œuvre des grands plans de Travaux publics. Au cours de cette année, le souci principal avait été de réduire le plus possible le nombre des chômeurs. On était arrivé en effet à passer de plus de 6 millions à un peu plus de 4 millions. Ce chiffre était encore énorme. Au début de 1934, il augmenta mêm-

(1) Pour une quinzaine de marks, soit pour une centaine de francs, des ouvriers ou employés de Berlin peuvent aller passer une semaine en Thuringe, et même en Bavière, déplacement (environ 550 km.) et séjour compris. (André Sully. Un des mystères de l'Economie allemande. *Excelsior*, 31 août 1936).

me et dépassa à nouveau 5 millions, sous l'effet de facteurs saisonniers. La lutte n'était pas achevée. A partir de mars 1934, elle entra dans une nouvelle phase.

En 1933, on procurait des travaux à un grand nombre de chômeurs, mais cela pour peu de temps. Leurs aptitudes étaient rarement prises en considération. On s'efforcera maintenant d'offrir des places stables et conformes aux capacités de chacun. La répartition des travaux fut dirigée dans le but de favoriser également les villes et les campagnes, en donnant aux chômeurs âgés un droit de priorité, les jeunes pouvant s'engager dans les camps de travail. Une loi du 29 août 1934 prévoit même le renvoi de tous les travailleurs de moins de 25 ans, célibataires et sans charges de famille. Mais on constata alors une telle recrudescence des mariages, qu'il fallut supprimer les primes instituées un an auparavant. (1)

On a cherché dans cette même période à réduire la migration de la main-d'œuvre en instituant des régions dites « de détresse », dans lesquelles aucun chômeur supplémentaire ne pouvait être admis.

Pour éviter l'emploi de machines nouvelles, et obliger les industriels à faire appel à un surplus de main-d'œuvre, on a interdit les investissements nouveaux dans un grand nombre d'industries. (2) Pour décongestionner les grandes villes, le ministre Hermann Goering imagina, en août 1934, un plan qui consistait à donner du travail tout d'abord aux chômeurs récemment immigrés dans ces villes, et à ceux qui ne bénéficiaient que

(1) Certains ouvriers usèrent d'un subterfuge : ils achetèrent à crédit des vêtements dans leurs coopératives, en promettant de payer par des retenues sur leurs salaires. Ceci devait les assurer contre tout congédiement avant d'avoir remboursé intégralement le montant de leur dette.

(2) A titre d'exemple, le décret du 30 mai 1934 interdisant le développement des usines de superphosphates.

de secours de bienfaisance (*Wohlfahrt*). La plupart des ouvriers étaient alors envoyés sur les chantiers d'autostrades. La vie y était très rude. Les hommes travaillaient à des tarifs dérisoires pour des sociétés privées auxquelles l'Etat avait concédé le marché.

Les conditions économiques s'améliorèrent en 1934. Bien des travaux furent entrepris d'après les anciens programmes. D'autres furent mis en œuvre grâce à des crédits nouveaux. Dès le 22 mars 1934, lors de l'examen des prévisions pour l'exercice budgétaire 1934-1935, qui devait être d'environ 6.458 millions de Rm., on envisageait de réserver une somme de 660 millions pour de nouveaux travaux. Les Chemins de fer et l'Administration des Postes participèrent, en 1934 encore, et dans une large mesure, à l'entreprise de redressement économique.

A la fin de 1934, il ne restait plus que 786 millions de Rm. disponibles. Aucune nouvelle tentative de démarrage n'intervint. A ce moment là d'autres préoccupations surgissent.

Fin de la politique des Travaux publics. Réarmement. (1935).

— Le 23 mars 1935, Hitler dénonçait à nouveau une clause du Traité de Versailles : le service militaire obligatoire était rétabli. Cinq jours plus tard, il était décidé que les jeunes Allemands continueraient à accomplir une période dans l'Arbeitsdienst avant de servir pendant un an dans l'armée. Nous entrons dans une phase marquée du signe de la reconstitution de la défense nationale. Toutes les réserves de l'économie vont être consacrées à ce service. Période très confuse, pleine de mystère. Le budget du Reich n'est plus publié.

Les Travaux publics touchaient à leur fin. Pour 1935, le Ministère du Travail ne mit que 36 millions de Rm. à la disposition des communes pour la construction de petits logements. Vu son rôle important dans la défense nationale, seule la cons-

truction des autostrades continuait à un rythme accéléré. Tous les crédits vont à l'armement. Ils sont mobilisés ici encore par l'intermédiaire des traites « militaires ». Les dépenses immédiates sont d'ailleurs très importantes : il faut préparer pour le 1^{er} novembre l'incorporation du nouveau contingent.

La politique d'armement ne peut que donner une nouvelle impulsion à l'économie industrielle allemande, mais en grevant plus lourdement les finances du pays. L'examen de cette politique ne sera pas approfondi. Il dépasserait le cadre de cette étude et risquerait d'être une œuvre de pure imagination, étant donné l'incertitude qui règne à son sujet.

II. — PLANS DE LA REICHSBAHN ET DE L'ADMINISTRATION DES POSTES. LES AUTOSTRADES.

La politique des Travaux publics prit une très grande ampleur sous le gouvernement national-socialiste. Elle fut puissamment aidée par la politique que suivirent parallèlement des organismes d'Etat à budgets annexes.

La Reichsbahn et la politique des Travaux publics. — Dès le début de la crise, on songea à faire participer l'administration des Chemins de fer à l'œuvre de redressement économique : elle disposait de ressources importantes et jouissait d'une grande confiance auprès du public allemand.

De 1930 à 1932, on imposa à la Reichsbahn des plans de modernisation de ses services, du matériel, des bâtiments, et la construction de nouvelles lignes. Dans cette première phase, com-

me pour les Travaux publics des plans gouvernementaux, la méthode consista à faire travailler le plus grand nombre d'ouvriers possible, pendant une durée limitée.

Les Chemins de fer du Reich dépensèrent alors 512 millions de Rm. environ (1), somme importante car ils avaient à supporter en outre une large part des charges au titre des réparations. Pour financer cette entreprise, on constitua une société avec un capital propre de 50 millions de Rm., la *Reichsbahnbeschaffungsgesellschaft*, qui émit des titres d'emprunt à 6 %. D'autre part, on fit des prélèvements sur les bénéfices, et le Reich accorda une aide financière. Ici encore on spéculait sur l'avenir, escomptant que la reprise économique qui devait accompagner la réduction du chômage serait favorable aux transports et permettrait aux Chemins de fer de rembourser les avances dont ils avaient bénéficié.

Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement national-socialiste, en 1933, cette politique fut intensifiée dans le but d'occuper un nombre de plus en plus grand de chômeurs. Le montant initial des crédits prévus pour l'exercice 1933-1934 était de 560 millions de Rm. (2) Il fut ensuite porté à 625 millions, puis encore augmenté, pour atteindre enfin 731 millions, dont la plupart furent dépensés en 1934. Au cours de l'hiver 1933-1934, la Reichsbahn avait affecté en outre un supplément de 25 millions à la lutte contre l'aggravation saisonnière du chômage, et 122 millions de Rm. à la modernisation de son matériel roulant. En fin de compte, les contrats extraordinaires passés par les Chemins de fer, au cours de l'exercice 1933-1934 se montent à 1167 millions de Rm., et se répartissent comme suit :

(1) Pierre Reynaud. *op. c.*

(2) Sur cette somme, 126 millions étaient destinés à relier l'île de Rügen au continent.

Constructions de nouvelles lignes	289.
Commandes à l'industrie métallurgique	223.
Constructions mécaniques et électriques	163,9
Achat de véhicules	105.
Commandes à l'industrie chimique	30,8
Achats extraordinaires de combustibles	176,6
Divers	178,7
	1167.

Dès 1933, on constate une certaine progression économique dans le chiffre des transports effectués par la Reichsbahn ; mais cependant, sur les 1167 millions engagés, 335 millions n'ont pas été couverts par les recettes. Ils ont dû être financés par le crédit à court terme sous la forme d'un système de traites, avec le concours de la Reichsbahnbeschaffung, société à responsabilité limitée, et de la Deutsche Verkehrskreditbank.

La Reichsbahn a poursuivi son action en 1935. Pour cette année, le total des crédits prévus s'élevait, d'après les prévisions du 13 janvier, à 1.600 millions de Rm. Ces projets, plus ambitieux que les précédents, ne purent être réalisés entièrement, par suite de difficultés financières. Les dettes des Chemins de fer allemands s'étaient élevées en effet, à la fin de 1934, à 2.850 millions de Rm., et les engagements à court terme, dont la majeure partie était représentée par des traites de travail, atteignaient 998 millions. Les commandes de rails furent diminuées de 30 %. Celles de matériel roulant furent maintenues à 50 millions.

L'exécution des nouveaux travaux portera sur plusieurs années. Le 1^{er} mai 1935, les Chemins de fer du Reich élaborèrent un programme qui visait principalement à la réorganisation et à la rénovation des transports ferroviaires dans le territoire de

la Sarre, récemment réuni à l'Allemagne à la suite du plébiscite. On espérait ainsi occuper 2000 ouvriers.

La Reichsbahn dirigea au début l'exécution des travaux de construction d'autostrades, mais ces travaux passèrent bientôt à une société annexe, la *Reichsautobahngesellschaft*. Nous les étudierons plus loin.

L'Administration des Postes et les Travaux Publics. — La part des programmes de Travaux publics qu'on attribua aux Postes fut beaucoup moins importante que celle des Chemins de fer. Le principe était toujours le même : organiser des travaux requérant une main-d'œuvre nombreuse (la réorganisation de la télégraphie et de la téléphonie nécessitait la pose d'un grand nombre de poteaux et de fils).

Le budget de 1934 prévoit pour ces travaux un crédit de 111 millions de Rm., crédit mobilisable sous forme de traites qui seront payées de 1934 à 1938 sur les budgets courants, sauf 34 millions prélevés sur des réserves personnelles de l'Administration des Postes.

La moitié du crédit, soit 55 millions de Rm. fut dépensée à la fin de 1933, et la totalité était épuisée à la fin de 1934. Aucun crédit nouveau ne fut prévu à ce moment.

Les Autostrades. — Pour la majorité du public européen, la construction des autostrades est l'œuvre essentielle des Travaux publics. C'est évidemment inexact, mais il n'est pas douteux que les autostrades ont joué un rôle de premier ordre dans les plans de redressement économique.

L'Allemagne voyait trois avantages à la fois dans ces constructions : la possibilité de résorber un grand nombre de chômeurs, l'amélioration de son réseau routier qui depuis quelques années était inférieur à celui des pays voisins, et, enfin,

l'établissement d'un plan de mobilisation des nouvelles unités motorisées.

Nous avons déjà rappelé, à la fin du chapitre précédent, les recherches commencées en 1932 par la *Chemische-Technische Reichanstalt für Sprengstoffe und Verteidigung gegen Luftangriffe* (Institut national d'Etudes chimico-techniques des explosifs, et de protection contre les attaques aériennes), dans le but de découvrir un revêtement routier assez fort pour résister à des bombes d'avions tombant de plus de mille mètres.

Le système routier fut entièrement réorganisé. En vue de mieux coordonner les travaux, on plaça à la tête des services qui s'occupaient des routes nationales et communales un inspecteur général des routes. A la fin de juillet 1933 fut créé l'Office public des Autostrades d'Empire (*Reichsautobahngesellschaft*). Il devait construire et exploiter dans le pays des circuits routiers réservés à la circulation rapide des automobiles. Cet Office est devenu une annexe des Chemins de fer du Reich qui en assument la direction. Le contrôle de l'Etat subsiste par l'intermédiaire de l'Inspecteur général des routes, et maintient les autostrades dans le cadre de réorganisation des grandes routes de l'Etat.

La longueur totale du parcours envisagé est de près de 7000 km. Il s'agit donc d'une entreprise de grande envergure et de longue haleine. (1). Nous en étudierons la réalisation au chapitre suivant.

La construction des autostrades présente le grand intérêt de nécessiter une main-d'œuvre considérable et de faire appel d'autre part à la collaboration de nombreuses industries. C'est ainsi que les produits sidérurgiques, par exemple, sont indispensables

(1) La Reichsautobahngesellschaft compte réaliser son plan en l'espace de sept ans.

LES PLANS NATIONAUX-SOCIALISTES

i
à la construction des chemins de fer de campagne, auxiliaires des autostrades, à celle des ponts et des tunnels. Le coût général de ces travaux sera de l'ordre de 3 milliards et demi de Rm. et le financement se fera par traites.

Dans le premier projet de la Reichsbahn, en 1933, sur les 560 millions consacrés aux grands travaux, 100 étaient déjà destinés au financement de la construction des autostrades. Cette somme fut doublée par la suite, et couvrit les frais engagés pendant une période de quatre mois. En 1934, la somme était portée à 1.400 millions de Rm., soit sept fois celle de l'année précédente. Un pareil crédit s'imposait : en juillet 1933, l'inspecteur général l'odt avait déclaré que sur la première tranche de 5000 km., 1500 seraient achevés fin 1934 (ce qui ne fut d'ailleurs pas confirmé par les résultats).

En 1936, cette politique se poursuit activement, mais nous n'avons aucun renseignement nouveau sur l'appui financier qui lui est accordé, le budget du Reich n'étant toujours pas publié.

La première partie de cette étude qui devait mettre en lumière les grandes lignes de la conjoncture d'Etat se termine ici. Nous avons essayé de dégager et de grouper les diverses mesures concernant l'emploi de travaux publics dans la lutte contre le chômage. La réalisation de ces plans pose un grand nombre de problèmes. Il paraît intéressant de les envisager à travers quelques exemples. Avant de passer à cette nouvelle étude, et en jetant un regard en arrière, on se rend compte de l'effort gigantesque tenté par le Reich, de l'importance des crédits engagés pour lutter contre le chômage. Plus de 5 milliards ont été ou vont encore être dépensés. Sans anticiper sur l'objet de chapitres ultérieurs, il faut dire de suite que le but préconisé a été atteint : le chômage est en régression, et si d'autres facteurs ont pu jouer, la plus grande part du succès est imputable aux Travaux publics.

CHAPITRE IV.

LES PRINCIPALES REALISATIONS

Il est bien difficile de suivre en détail les réalisations des divers plans; ils se rapportent à un trop grand nombre d'activités économiques fort différentes. Il faut donc se limiter à l'examen de quelques cas précis.

Nous avons choisi deux exemples : les travaux de canalisation, et la construction des autostrades. Pourquoi ce choix ? Certes, bien d'autres travaux eussent mérité une étude approfondie, mais, étant donné la place que ces deux entreprises occupent dans le plan de la Défense nationale du Reich, peu de travaux exécutés au cours de ces dernières années présentent, même au point de vue international, un semblable intérêt.

I. — LES TRAVAUX DE CANALISATION.

Le développement des canaux présente de grands avantages économiques. Il permet le transport à des tarifs réduits de marchandises périssables. Il permet surtout l'accroissement du potentiel de guerre mobilisable par voie terrestre, en libérant ces voies de tout le trafic commercial.

L'Allemagne semble avoir évité de signaler ouvertement les crédits affectés à cette entreprise. Le budget n'est plus connu, et les crédits alloués par les différents plans Papen, Sofort et Reinhardt ne se sont montés qu'à 120 millions de Rm. Cependant, en 1934, les travaux de canalisation et d'aménagement des voies fluviales ont été coordonnés en un plan d'ensemble et ont alors bénéficié de crédits considérables. La Revue de la Navigation intérieure (*Zeitschrift für Binnenschifffahrt*) indique que ce plan intéresse les seize plus grandes voies d'eau allemandes, et comporte une dépense totale de 900 millions de Rm. (1)

La principale liaison poursuivie est celle du Rhin au Danube, soit par le Main, soit par le Neckar. On a commencé par améliorer le cours supérieur du Rhin entre Bâle-Istein et Kehl-Strasbourg, en relevant le plan d'eau de 0,60 cm. La construction en territoire français du canal de Kembs diminue l'intérêt de ces travaux.

Puis, on canalisa le Main qui aujourd'hui peut être remonté par les chalands rhénans jusqu'à Francfort. De semblables travaux de canalisation ont été entrepris sur le Neckar, et terminés jusqu'à Heilbronn.

Sur le Danube même, les travaux tendent surtout à régulariser le fleuve en régime de basses eaux. Cette grande entreprise est dirigée par une société fondée avec le concours du Reich, mais gardant son autonomie, la *Rhein-Main-Donau Aktiengesellschaft*.

Au point de vue de la réduction du chômage, un des chantiers les plus intéressants est celui du Haut-Oder où le travail, prévu pour une durée de 4 à 5 ans, permet d'occuper une moyen-

(1) *Bulletin Quotidien*, 14 janvier 1936.

ne de 10.000 ouvriers. Ceci représente 17 millions de journées de travail et une dépense de 150 millions de Rm.

Tout un réseau de canaux nouveaux, ou de canaux anciens de profil élargi, a été aménagé. Il permet la navigation de chalandes de 600 à 1000 tonnes, et facilite les communications fluviales entre la Ruhr, la Westphalie, Berlin et Hambourg.

On imagine sans peine l'intérêt qu'un tel réseau présenterait en cas d'hostilités. Il mettrait la capitale en communication avec les deux régions les plus riches au point de vue agricole et minier.

II. — LE RESEAU D'AUTOSTRADES (1)

Dans l'étude théorique des plans de travaux, nous avons déjà remarqué l'importance économique et militaire de l'immense réseau de 7000 kilomètres projeté par le gouvernement national-socialiste. Nous étudierons maintenant de plus près la part des premiers travaux dans la reprise économique, dans la lutte contre le chômage, et le rôle que l'ensemble du plan pourra jouer dans l'avenir.

Ces travaux utilisent une nombreuse main-d'œuvre. Au cours de l'année 1934, on put fournir du travail à 85.000 ouvriers. Sur 1500 km. de tronçons, le nombre des travailleurs occupés était de 93.000 en avril 1935. Il fut porté un peu plus tard à 115.000.

Il y a quelques années, les camions ne dépassaient pas 10 tonnes. A présent, on voit circuler des camions de 15 tonnes pourvus de remorques. Bientôt nous verrons des camions de 30 et 50 tonnes. Ce matériel nécessitait la construction de routes

(1) A ce sujet, nous nous sommes reportés à l'étude du général Serigny, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1936, à celle de M. Ch. d'Autrui, dans le *Bulletin Mensuel jaune* de l'Office d'informations allemandes du 20 mai 1934, et à plusieurs articles de revues allemandes.

d'un modèle nouveau. Le prototype de ces routes stratégiques est celle qui réunit Cologne à Bonn, en ligne droite, sur une longueur de 21 km. et une largeur de 16 mètres. Cette route peut supporter des caissons de 30 tonnes marchant à la vitesse moyenne de 40 kilomètres à l'heure ; elle est calculée pour un trafic de 2000 tonnes à l'heure (1).

L'inspecteur général Todt a compris que sur ces autostrades il était indispensable de supprimer les inconvénients des routes ordinaires : poussière, virages, croisements, passages à niveau, traversées de villages. Les nouvelles routes comprennent donc une double voie. Chaque chaussée, d'une largeur allant de 7 m. 50 à 12 mètres, est à sens unique. Entre les deux voies, un terre-plein de 4 à 5 mètres de large est bordé de haies, afin d'arrêter les rayons des phares et d'éviter l'éblouissement.

Ces voies ayant une grande importance en cas de guerre, il convenait d'en assurer la résistance aux bombes. Elles comportent donc une infrastructure de 60 cm. de béton. Les parcours sont autant que possible rectilignes, ne comportant aucun croisement et aucune traversée de village, les anciennes routes passant au-dessus ou au-dessous des autostrades. Des élargissements sont prévus à distances régulières. Ils comportent des voies de garage, des stations d'alimentation en essence, et des ateliers pour les réparations sommaires. Si des accidents mécaniques se produisent entre deux stations, les voitures sont mises en bordure de la voie et ne gênent pas le trafic normal.

Il a fallu prévoir l'accès du réseau d'autostrades aux grandes agglomérations, son raccordement avec le réseau routier ordinaire (2) et avec les grandes routes impériales. Ils seront reliés

(1) A. Marcy. Economie de guerre du Reich. *Excelsior*, 3 décembre 1936.

(2) Les routes d'apport, sans avoir la même ampleur, sont construites sur la même base technique, et ne comportent pas de traversées de villages.

par des rampes amenant les voitures sur l'autostrade, parallèlement à la circulation ordinaire qui, de ce fait, ne sera jamais entravée.

Le réseau complet doit atteindre une longueur de 7000 kilomètres. Il a été décidé, au début de 1935, d'augmenter ce réseau d'un circuit de 190 km. autour de Berlin, pour éviter la traversée de la capitale.

Le tracé principal, d'une longueur de 900 kilomètres, est celui qui reliera, du nord au sud, Hambourg, Francfort et Bâle, par Brême, Hanovre, Cassel, Mannheim et Spire. Après entente avec le gouvernement de la Confédération helvétique, ce tracé pourrait dépasser Bâle et, traversant la Suisse, rejoindrait le réseau des autostrades italiennes.

A l'autre extrémité du territoire allemand, en face du premier tracé appelé « *Hafraba* » (Hambourg-Francfort-Bâle), une autostrade s'étendra parallèlement à la frontière polonaise. Partant de Tilsitt, elle passera à Koenigsberg, traversera le couloir de Dantzig, rejoindra le réseau formant ceinture autour de Berlin, puis, obliquant vers le sud-est, elle aboutira à Breslau, en passant par Francfort-sur-l'Oder.

A côté de ces deux premiers grands tracés, un ensemble d'autostrades fera la liaison d'ouest en est. Une première est prévue, qui reliera Aix-la-Chapelle à Cologne, et pourra être prolongée. En passant par Essen, elle rejoindra la *Hafraba* à Hanovre, puis le réseau berlinois, en passant par Magdebourg. Parallèlement à celle-ci, une deuxième autostrade reliera des régions de première importance : le bassin houiller de la Sarre, la Saxe, et la région industrielle de l'est. Elle partira de Sarrebrück, rejoindra la *Hafraba* à Francfort, puis continuera par Fulda, Weimar, Erfurt, Leipzig, Dresde, jusqu'à Breslau où elle rejoindra l'autre grande voie. Enfin, une dernière autostrade sera construite pour relier la région rhénane à la région bavaroise, et s'étendra

de Mayence à Munich, par Mannheim, Spire, Stuttgart, pouvant être ensuite prolongée jusqu'à Salzburg.

Il est question de réunir cette dernière autostrade à celle de Sarrebrück-Breslau par une voie partant de Leipzig et passant à Nüremberg. L'Allemagne sera recouverte d'un immense réseau de routes ultra-modernes.

Dans son étude parue dans la Revue des Deux Mondes, le général Serrigny s'est inquiété de l'importance qu'une telle organisation pouvait prendre en cas de mobilisation. Il a analysé les travaux, puis, en une synthèse, il nous présente l'aspect militaire du problème. Il constate qu'une grande voie de rocade est établie parallèlement aux frontières belge, française et suisse, passant par Dusseldorf, Mayence, Stuttgart et Munich. Elle comporte quatre antennes: Cologne-Aix-la-Chapelle; Mayence-Sarrebrück; Spire-Sarrebrück; et Spire-Bâle. Une autre voie de rocade est constituée par le deuxième grand tracé Stettin-Berlin-Breslau, parallèlement à la frontière polonaise. Entre ces deux grandes voies de rocade, toute une série d'autostrades assurerait la mobilisation, même sur deux fronts. Au cours des opérations, les autostrades permettraient des transports de troupes massifs d'un front à l'autre. Le général Serrigny remarque en outre que la perfection technique de ces autostrades favorise de grandes économies sur l'essence, les pneumatiques, et l'usure du matériel.

L'Office des autostrades du Reich a été institué fin juillet 1933. Le 23 septembre de la même année, le chancelier Hitler donnait le premier coup de pioche au tronçon de la Hafraba s'étendant de Francfort à Darmstadt. Ce premier tronçon, d'une longueur de 40 km. était inauguré en grande pompe le 21 mai 1935, et ouvert immédiatement à la circulation. Sa construction avait nécessité 18 millions de journées de travail, 900.000 mètres cubes de béton, et 72.000 tonnes de fer et d'acier.

A la fin de septembre 1935, sur les 7000 kilomètres représentant l'ensemble du programme, 45 %, soit environ 3200 km. avaient été mis à l'étude. Près de 25 %, soit 1750 km., se trouvaient en construction, et 1,6 %, soit 120 km. étaient terminés.

A la fin de l'année, 450 kilomètres étaient achevés, et au printemps de 1936, la circulation était ouverte sur une longueur de 600 kilomètres, répartis sur divers tronçons.

Il est évident que ces projets permettent et permettront au Reich de décharger considérablement le marché du travail et de réduire le nombre des chômeurs, mais les travaux pourront-ils être poursuivis sur la base financière du début ? Chaque kilomètre revient en effet à près d'un demi million de Rm. Le programme total représenterait plus de 3 milliards, sans compter les frais d'entretien, une fois la construction finie.

Jusqu'en 1933, les travaux engagés pour le réseau ordinaire étaient payés par l'impôt sur les essences. Cet impôt ne peut couvrir les frais de construction des autostrades. Les 50 millions de capital de la Reichsautobahngesellschaft, augmentés d'un versement complémentaire de 18 millions par la Reichsbahn, les 7 millions avancés par la *Württembergkreditgesellschaft*, et la participation de 2,3 millions offerte par l'Office du placement, sont insuffisants. Le financement est donc opéré à l'aide de traites analogues aux autres traites de travail, traites acceptées par la *Deutsche Verkehrskreditbank* et sa filiale, spécialement créée dans ce but, la *Reichsautobahnen-Bedarfgesellschaft*, société à responsabilité limitée.

Jusqu'à fin 1934, l'endettement de la Société des Autostrades au titre des crédits d'acceptation atteignait la somme de 248 millions. (1)

(1) *Die Bank*. Analyse du rapport annuel de la Reichsautobahngesellschaft, 5 juin 1936.

La Reichsbank a largement participé au réescompte de ces traites, mais rien ne permet de prévoir jusqu'à quel chiffre elle acceptera de réescompter ainsi les traites de la Société des Autostrades.

Il semble que le seul moyen de faire face aux difficultés financières est d'établir une taxe de circulation sur les autostrades. L'inspecteur général Todt a déjà posé la question. Il n'y a jamais été explicitement répondu (1).

(1) En 1936, pour couvrir les besoins financiers de la construction des autostrades, on a élevé les droits de douane et les taxes de consommation à l'intérieur du pays pour les carburants de moteurs, de manière que le prix de consommation au tankage se relève de 9 %.

CHAPITRE V

LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DES GRANDS TRAVAUX

L'ensemble des Travaux représente l'utilisation de crédits de toutes sortes, et fort importants. La plupart des travaux ont été financés à l'aide des traites dites « traites de travail ». Avant d'étudier les méthodes de financement, nous présenterons un tableau général des mesures prises par le Reich et par d'autres organismes publics. Nous empruntons ce tableau à une étude du Dr Félix Boesler, de Leipzig. (1)

REPARTITION EN MILLIONS DE RM., AU 15 FEVRIER 1935

1. — Mesures prises par le Reich.

Financées par le crédit :

Programme von Papen	...	...	...	288.
Sofort-Programm	...	...	...	500.
Extension du Sofort-Programm	...	...	...	100.
Premier programme Reinhardt	..	...	...	1000.

———— 1.888

(1) Les Finances allemandes depuis 1933. Weltwirtschaftliches Archiv. Novembre 1935.

Report : 1.888

Financées par le budget :

1° avant le 30 janvier 1933 :

Petite colonisation suburbaine (1re partie)	48.
Avances d'intérêts	5.
Petite colonisation suburbaine (2ème partie)	25.
Remise en état des habitations (plan von Papen)	50.
Remise en état des habitations (plan Gereke)	50.
Constructions particulières	20.

2° après le 30 janvier 1933 :

Petite colonisation suburbaine (3ème partie)	10.
Bons de secours (1er programme Reinhardt)	70.
Remise en état des habitations (2ème programme Reinhardt)	500.
Bons d'intérêts à 6 ans. (Annuellement 60 millions) (2ème programme Reinhardt)	360.

— 1.138

II. — *Mesures prises par d'autres organismes publics.*

Programmes des Chemins de fer	1068.
Programme de l'Administration des Postes	111.
Autostrades	560.
Offrandes pour le travail national	140.
Epargne en vue de la construction	70.
Participation de « l'Assurance-chômage » et de l'Office du placement	553.

2.502

5.528

L'ensemble des programmes de Travaux publics nécessite donc la somme de 5.528 millions de Rm., soit un peu plus de 33 milliards de francs. Le financement assuré par le budget du Reich n'est que de 1.138 millions de Rm., la majeure partie de l'excédent devant être assurée par le crédit.

I. — LE FINANCEMENT DU TRAVAIL ET LE SYSTEME BANCAIRE

Au premier plan de la recherche du crédit se placent les méthodes appelées « méthodes de préfinancement ». Elles consistent essentiellement en un système d'acceptation de traites. Ce système, nous l'avons vu, avait déjà été appliqué à l'exécution des plans gouvernementaux antérieurs au national-socialisme. Le gouvernement du Troisième Reich en a usé largement et l'a étendu aux programmes d'organismes annexes comme les Chemins de fer, les Postes, et l'Office d'Empire des autostrades.

Quelques transformations ont été opérées dans le régime des traites depuis le 10 janvier 1933, mais l'idée générale est toujours la même. Les entrepreneurs tirent des traites pour faire payer aux diverses collectivités les travaux qu'elles ont commandés ; ces traites sont endossées par elles, puis acceptées par les grandes sociétés de crédit public créées par le Reich. (1)

Les banques et les Caisses d'épargne peuvent escompter ces traites avec la garantie du réescompte de la Reichsbank. Elles sont à échéance de trois mois, mais renouvelables pendant 5 ans, ce qui les différencie des traites de travail antérieures au plan Reinhardt. Les traites passent ainsi du cadre du crédit à court terme à celui du crédit à moyen terme.

(1) v. p. 42.

Comme la base du système est le crédit du Reich, celui-ci doit donner certaines garanties. La première partie de la loi du 1er juin 1933 (plan Reinhardt) autorise le ministre des Finances à émettre, pour un total s'élevant à 1 milliard de Rm. des Bons du Trésor dits « Bons du Trésor de Travail ». (*Arbeitsschatzanweisungen*). Ces Bons doivent garantir les crédits prévus par la même loi pour le financement des programmes de création de travail.

Pour les plans de von Papen, la base du financement était constituée par des Bons fiscaux qui ne représentaient pas une dette du Reich, et n'étaient qu'un moyen de paiement des impôts. Ici, au contraire, il s'agit bien de dette du Reich : les Bons représentatifs de travail sont émis par le Trésor, sous le contrôle du ministère des Finances. Ils créent une obligation de l'Etat. Porteurs d'intérêt à 4 %, ils seront remboursés annuellement par cinquièmes dans la période 1934-1938, à raison de 22 millions de Rm. par an.

L'idée de spéculation sur l'avenir réapparaît ici. On espère que l'entreprise de redressement économique réussira, que le remboursement pourra se faire sans difficulté grâce à un rendement meilleur des rentrées fiscales, et aussi grâce à la diminution des charges financières des secours aux chômeurs. La loi du 1er juin prévoit cependant la création d'une Caisse d'amortissement qui sera alimentée par des contributions volontaires des particuliers et par des participations plus ou moins obligatoires des Caisses d'épargne et des Banques. Cette Caisse d'amortissement aura un rôle double : elle mettra à la disposition du gouvernement des crédits supplémentaires pour le financement des programmes de Travaux publics, et rendra plus sûr le remboursement des Bons du Trésor.

Parmi les banques, il faut distinguer les instituts officiels et semi-officiels, et les banques ordinaires. Tous les instituts sont

de création récente, à l'exception de la *Seehandlung* qui est en réalité la Banque de Prusse, et date de 1772. Certains de ces instituts sont des filiales de la Reichsbank, comme la *Golddiskontobank*. D'autres, comme la *Diskontokompagnie*, sont spécialisés dans le financement du marché et dans les opérations de Bourse. D'autres enfin financent le programme allemand de grands travaux par le crédit d'acceptation.

Les banques ordinaires, dont les plus importantes sont la *Dresdner Bank* et la *Deutsche Bank-und Diskontogesellschaft*, avaient subi une crise en 1930-1931. Cette crise était due à l'endettement extérieur, aux engagements pris par ces banques à l'intérieur en raison du développement de l'industrie, aux dépenses considérables des communes et des pays. Ces banques s'adressèrent à l'institut d'émission afin de créer des disponibilités, principalement en devises, pour le règlement des créances étrangères. L'encaisseur de la Reichsbank accusa alors un fléchissement de 500 millions de Rm. en deux mois.

Plusieurs krachs aggravèrent la situation. Les 14 et 15 juillet 1931, le gouvernement prit des décisions importantes. Il nomma un commissaire aux banques qui procéda à l'assainissement indispensable.

La crise se poursuivait. Le gouvernement national-socialiste dut intensifier le contrôle légal et la tutelle officieuse de la Reichsbank. Les banques étaient réfractaires à une emprise de l'Etat. Le docteur Schacht, président de la Reichsbank, tint un rôle important dans la recherche d'un contrôle légal du système bancaire. Il était réputé pour sa modération et son faible enthousiasme quant aux entreprises de travaux publics qui exigeaient une trop grande expansion du crédit sans rendement économique certain. Dans de nombreux discours, il avait préconisé le retour à une économie plus clairvoyante et plus modérée.

Une commission d'enquête, à la tête de laquelle se trouvait le

président de la Reichsbank, fut nommée et prépara les réformes. A la suite de son rapport, la loi du 4 décembre 1934 réglementa le système bancaire et le crédit. Cette loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1935, soumit les opérations des banques à l'examen d'un commissaire et d'un bureau de contrôle (*Aufsichtamt*) créé auprès de la banque d'émission. Cet office de surveillance a les mêmes président et vice-président que la Reichsbank. (1). Il exerce les pouvoirs les plus étendus pour maintenir la politique financière des établissements dans la ligne économique souhaitée par le gouvernement. Il surveille leurs frais généraux, s'assure que leurs succursales ne sont pas trop nombreuses et ne se font pas une concurrence regrettable. Il détermine la proportion à maintenir entre les engagements et les ressources propres.

Les crédits ouverts à un seul client sont limités à un maximum variant avec les banques. Ceux dépassant un million de Rm. sont obligatoirement signalés au Commissaire du Reich, le docteur Schacht, qui décide en dernier ressort. On veille tout spécialement à la liquidité de premier rang des banques et des Caisses d'épargne, liquidité constituée par les avoirs à la Reichsbank et aux comptes créditeurs de chèques postaux, et par l'encaisse. Elle ne doit pas tomber au-dessous d'un niveau déterminé par l'Office de contrôle. Les dépôts d'épargne sur livrets font l'objet d'une comptabilité spéciale qui assure leur protection. Ils ne peuvent plus servir à des opérations de paiement.

Le 4 décembre 1934, en même temps que la loi de réorganisation bancaire, une loi sur la formation d'un fonds d'emprunt

(1) L'*Aufsichtamt* comprend 7 membres: un président et un vice-président (ceux de la Reichsbank), un membre nommé par le chancelier, un secrétaire d'Etat de chacun des départements suivants: Finances, Economie, Approvisionnements et Agriculture, Intérieur. (v. M. de Saint-Jean. *La politique économique et financière du Dr. Schacht.*)

(*Anleihestockgesetz*) avait été promulguée. Une loi du 29 mars 1933, qui n'avait pas eu de succès, faisait déjà participer certaines sociétés par actions à la création d'un fonds spécial d'emprunt; elle fut modifiée par la loi du 4 décembre 1934.

L'*Anleihestockgesetz* a notablement élargi le cercle des sociétés soumises à la formation du stock monétaire, stock destiné aux emprunts et qui ne sera plus laissé à la gestion des sociétés participantes. Dorénavant, toutes les sociétés par actions doivent verser le montant des dividendes supérieurs à 6 % du capital à rémunérer à un fonds d'emprunt géré par la *Golddiskonto Bank*, filiale de la Reichsbank. Cette opération revêt la forme d'un prêt, non pas consenti, mais obligatoire. Les fonds sont rendus avec intérêt aux sociétés au bout de 4 ans. Ce système présente l'intérêt de mettre à la disposition du Reich un certain appoint d'argent liquide pour le financement des travaux, et d'assurer le succès des emprunts d'Etat, au moins dans une certaine mesure. Nous y reviendrons plus loin.

Les pouvoirs qui permettent à l'Office de contrôle de connaître jour par jour la valeur des avoirs de chaque citoyen dans les différentes banques du Reich présente un autre avantage : les banques doivent « inviter », c'est-à-dire « forcer » les détenteurs de comptes dont le solde est supérieur à 5000 Rm. à souscrire aux emprunts d'Etat.

Ces diverses prescriptions ont eu pour effet de faciliter très rapidement le financement des Travaux publics en permettant aux banques et aux Caisses d'épargne d'escompter les traites de travail. Les banques allemandes ont ainsi placé dans des traites de travail une grande partie de leurs comptes créditeurs, y compris les avoirs gelés appartenant à des étrangers. En deux ans, du 30 novembre 1932 au 30 novembre 1934, on constate déjà une augmentation très nette du compte « Effets en Portefeuille ».

DEVELOPPEMENT DU COMPTE
 « EFFETS EN PORTEFEUILLE »

(en millions de Rm. (1))

	1932 30 nov.	1933 30 nov.	1934 30 nov.
Grosses banques	1145	1170	1303
Etablissements privés de crédit	1070	1555	1742
Banques d'Etat régiona- les	179	226	417
Caisses d'épargne et Gi- rozentralen	103	201	204
	2497	3152	3666

Ces chiffres n'indiquent pas que l'augmentation est due uniquement à l'absorption de traites de travail et l'augmentation semble très inférieure au nombre des traites qui ont été mises en circulation. Cela tient d'une part à ce que les banques ont usé des facilités de réescompte à la Reichsbank, et d'autre part au fait que les traites de travail ont souvent remplacé dans le portefeuille des banques des effets de commerce ordinaires. Les commerçants, les industriels qui bénéficiaient de l'exécution des travaux ont payé aux banques les effets qui arrivaient à échéance avec des traites de travail. Nous pouvons donc supposer qu'en réalité le montant des traites de travail prises par les banques de toutes catégories jusqu'à fin 1934 a été nettement supérieur. D'après la revue *Die Bank* (2), le chiffre de ces traites ne serait pas loin de 750 millions de Rm., montant auquel il

(1) Chiffres cités dans *l'Allemagne contemporaine*. 20 mars 1936.

(2) N° du 31 janvier 1935.

faut ajouter un chiffre identique représentant la participation des banques à l'émission des Bons du Trésor du Reich.

De leur côté, les Caisses d'épargne ont souscrit à environ 600 millions de Bons du Trésor. Au cours de 1934, le chiffre des dépôts dans les Caisses d'épargne s'est augmenté de près d'un milliard de Rm., et l'on enregistre un apport de 200 millions au compte de chèques. La moitié de ces sommes est passée, à titre de réserve de liquidité, aux *Girozentralen*, banques centrales de virement, qui contrôlent les Caisses d'épargne. Les *Girozentralen* ont participé elles aussi au financement en achetant pour 600 millions de Rm. de Bons du Trésor.

Le contrôle bancaire a été indispensable pour permettre la réalisation du financement, car l'argent ne pouvant fuir à l'étranger, ni rester thésaurisé en Allemagne, s'est ainsi maintenu dans le processus économique. Les grosses banques privées ont donc été aussi utiles que la Reichsbank ou que les instituts bancaires semi-officiels.

Cette politique a amené une complète transformation des bilans. Les industriels bénéficiaires des travaux ont pu rembourser une grande partie des avances qui leur avaient été consenties antérieurement, grâce aux traites qu'on leur remettait en paiement. Pendant que le volume du crédit augmentait, le montant des comptes débiteurs des grosses banques diminuait d'environ 1.200 millions de Rm., ce qui permit à ces banques d'augmenter leurs portefeuilles de traites, de chèques, et de Bons du Trésor.

D'autre part, les travailleurs et les petits entrepreneurs ont pu déposer dans les Caisses d'épargne une partie des revenus gagnés par eux grâce à l'*Arbeitsbeschaffung*. La sécurité politique a suffi à redonner confiance; la reprise économique permit les placements. Les demandes faites en vue d'améliorer le marché du capital ont été couronnées de succès. Les dépôts dans les

Caisses d'épargne, déjà en légère augmentation de 1933 à 1934, se sont largement accrus de fin 1934 à fin 1935, passant de 12.680 millions de Rm. à 13.670 millions.

Cette augmentation de un milliard, comme nous l'avons signalé, permit la participation au financement des Travaux publics; elle servit aussi à la consolidation des dettes du Reich. Dans les banques, en même temps que diminuaient les comptes débiteurs, les dépôts se sont multipliés. La *Deutsche Bank-und Diskontogesellschaft* signale que les dépôts sont passés de 2.535 millions de Rm. en fin 1934, à 2.582 millions en 1935. Les dépôts étrangers ont pu s'accroître malgré les ventes de marks dits « marks enregistrés » (c'est-à-dire de marks bloqués) que certaines banques étrangères avaient cédés à des touristes ou à des commerçants pour le paiement de marchandises de provenance germanique.

L'augmentation des comptes créditeurs était due en grande partie à la politique des Travaux publics et à l'inflation de crédit que celle-ci nécessitait. Ces comptes créditeurs vont à leur tour faciliter le financement des travaux en permettant aux banques de remployer une partie des fonds à l'escompte d'un plus grand nombre d'*Arbeitsbeschaffungswchsel*. Comme pour les Caisses d'épargne, l'augmentation des comptes créditeurs a permis aux banques de souscrire aux emprunts publics et aux traites spéciales émises par la *Golddiskontobank* pour régler le marché des capitaux.

La situation des banques fut nettement améliorée. Les recettes leur ont permis pour la première fois depuis deux ans de distribuer des dividendes en fin 1935. Ces dividendes ont été fixés à 4 % (1) pour les trois plus grandes entreprises : la *Deutsche Bank-und Diskontogesellschaft*, la *Dresdner Bank*, et

(1) *L'Economiste européen*. 16 mai 1936.

la *Commerz-und Privat bank*. Cette situation des grandes banques privées allemandes a été favorisée par les facilités que leur a données la Reichsbank pour le réescompte des traites de travail. L'Institut d'émission s'est lancé en effet dans une grande politique d'« Open Market », assimilant dans son portefeuille les titres d'Etat et les traites de travail.

II. — LE ROLE DE LA REICHSBANK ET DE SES INSTITUTS ANNEXES.

La Reichsbank, bien que constituée sous forme d'une société anonyme privée, est aujourd'hui, à n'en pas douter, un établissement public d'Etat. C'est le gouvernement qui nomme le président et le conseil, et c'est ce dernier qui propose au choix de l'assemblée générale les membres du comité central des actionnaires.

Avant d'étudier le rôle qu'a joué l'Institut d'émission dans la politique de redressement économique et de lutte contre le chômage, il est intéressant de voir rapidement quelle est la situation du système d'émission allemand. La loi prévoit bien un système de couverture à 40 % en or et devises, dont trois quarts au moins en or, mais la clause permettant d'abaisser ce taux en cas de nécessité a été si largement appliquée que la monnaie allemande n'a pratiquement plus de gage métallique.

Depuis 1934, le pourcentage a peu varié. Il s'est tenu longtemps entre 2 et 2,5 %, mais la situation hebdomadaire du 23 mai 1936 accuse un fléchissement notoire qui le fait descendre à 1,8 %. La réglementation de la circulation fiduciaire n'a donc plus qu'un intérêt théorique.

La crise a nécessité de la part des gouvernements allemands, en plus du contrôle bancaire que nous avons déjà étudié, l'institution d'un contrôle de la monnaie. Avant le gouvernement

hitlérien, ces mesures ne furent qu'indirectes et consistèrent surtout en dispositions fiscales visant les voyages à l'étranger, soumis à une taxe spéciale, et l'émigration des capitaux dont l'impôt (le *Reichs-Fluchtsteuer*) put atteindre jusqu'à 25 % de la fortune.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement national-socialiste, la police de la monnaie a atteint en Allemagne, grâce à des mesures d'interdiction directe très complètes, une sévérité et une perfection inconnues dans les autres pays.

Il s'est constitué en Allemagne une grande diversité de fonds différant par leur origine, par la réglementation qui leur est applicable, et par leurs cours, certains marks étant dépréciés de 80 %. Les marks bloqués proviennent, soit des avoirs étrangers immobilisés en 1931, soit de revenus de titres appartenant à des étrangers. Les israélites en instance d'émigration possèdent d'autres marks encore.

La première catégorie (avoirs étrangers), celle dite des *Altguthaben*, est utilisable pour le paiement de 25 % des achats effectués en Allemagne par les titulaires qui font ainsi les frais d'une sorte de dumping indirect. On peut employer également ces marks à l'achat de titres allemands ou d'immeubles sis en territoire allemand. Les banques étrangères propriétaires de marks de cette espèce ont la faculté de les faire enregistrer à un compte spécial de la Reichsbank, sous le nom de *Registermark*. Ils sont mis à la disposition des touristes étrangers à un cours de 30 à 40 % inférieur au cours du mark libre. Pour éviter toute spéculation, chaque touriste ne peut utiliser que 50, ou exceptionnellement 100 Rm. par jour.

Les autres avoirs, comme ceux des émigrants (les *Auswandererguthaben*) sont soumis au même régime, mais avec quelques restrictions supplémentaires. Les israélites autorisés à émigrer peuvent disposer d'une part limitée de leur avoir pour l'immo-

biliser en Palestine ; les marks ainsi employés et appelés « Havaras », représentent la contre-valeur d'achats effectués par la Palestine à des entreprises allemandes.

Il existe des marks libres, soumis eux aussi à quelques restrictions instituées par le Gouvernement. Ils ne sont convertibles en devises que sur autorisation. Les Allemands partant pour l'étranger ne peuvent emporter que des sommes minimales (1).

Il n'est pas nécessaire de pousser plus avant cet aperçu rapide de la situation de la monnaie allemande, mais il paraissait intéressant, avant d'aborder l'étude de la politique économique et financière suivie par l'Institut d'émission depuis la mise en train des grands programmes de Travaux publics, de rappeler brièvement la condition de la monnaie.

La crainte de certains économistes allemands, et particulièrement de ceux qui se trouvaient à la tête de la Reichsbank, était de voir la politique des grands Travaux nécessiter l'inflation monétaire après l'inflation du crédit.

Nous savons déjà qu'en vertu de la loi de juin 1933, les traites de travail pouvaient être réescomptées par la Reichsbank, après escompte par les grandes banques. L'Institut d'émission a dû intervenir fréquemment pour satisfaire aux besoins de réescompte de ces traites. Le compte des effets en portefeuille, les comptes étrangers mis à part, était porté dans le bilan de la Reichsbank, au 31 décembre 1933, pour 2.988 millions de Rm. contre 2.716 millions en décembre 1932. La Reichsbank estimait que dans ce total de 2.988 millions de traites, il n'y aurait eu que pour 500 millions de traites de travail.

Cette reprise par la Reichsbank d'un grand nombre de trai-

(1) Les étudiants allemands qui poursuivent leurs études en France doivent avoir des autorisations spéciales, ou y vivre en échange de jeunes Français séjournant en Allemagne (*Austauschstuden*ten).

tes de travail a été favorisée par une loi du 27 octobre 1933 qui, avec l'assentiment de la Banque des Règlements Internationaux de Bâle, a autorisé la Banque d'Empire à entreprendre une politique d'« Open market ». Cette politique consiste à faire acheter par la Reichsbank, et à lui faire vendre, des valeurs mobilières sûres, des valeurs du Trésor en particulier, ou des valeurs à intérêt fixe et de premier ordre. Cette action de la banque d'émission devait permettre le maintien des cours des rentes à un niveau élevé et faciliter les conversions et les consolidations des dettes du Reich. La réduction de l'écart des taux de l'intérêt entre le marché monétaire et le marché financier devenait possible.

Les traites de travail soumises au système de prolongations réputées pendant cinq ans, sont garanties par des Bons du Trésor du Reich. Petit à petit, elles occupent la place des lettres de change dans les bilans des banques. Il semble qu'elles prennent le caractère de véritables obligations du Reich, ce qui leur permet d'être achetées par la Reichsbank au titre de l'« Open market policy ».

Le nombre des traites ainsi réescomptées par la Reichsbank s'est accru. *L'Institut für Konjunkturforschung* (Institut d'étude des mouvements de la conjoncture) estime qu'il est passé de 500 millions en fin 1933 à 2 milliards et demi au début de 1935. Le portefeuille de la Banque d'Empire a subi d'importantes transformations intérieures. Les traites de travail ont remplacé des effets de commerce ordinaires, et les Caisses d'épargne, grâce à l'augmentation des dépôts, ont payé une grande partie des traites de finances qu'elles avaient été obligées de tirer, au cours de la crise, sur l'Institut d'émission. Malgré ces transformations intérieures, le portefeuille s'est nettement gonflé au cours des années 1933-1934.

Montant du Portefeuille de la Reichsbank
(en millions de Rm.)

	Fin 1932	Fin 1933	fin 1934
Montant total . . .	2.807	3.429	4.065
Traites étrangères . . .	91	441	34
Traites intérieures . . .	2.716	2.988	4.031

La situation de la Reichsbank devenait très délicate : elle pouvait difficilement introduire directement sur le marché monétaire ces traites de travail qui étaient parfois d'un montant trop faible, et non libellées en chiffres ronds. Elle ne pouvait activer sa politique de réescompte sans avoir à recourir à l'inflation, danger évité jusqu'alors car la circulation des billets n'avait augmenté que de 5 % au cours de l'année de 1934.

Par l'organe de son président, le Dr Schacht, la Reichsbank fit entendre qu'elle ne consentirait à participer à un nouveau développement de la politique d'extension du crédit que dans la mesure où elle verrait une consolidation possible pour les années à venir, grâce à la formation de nouveaux capitaux.

Les projets de consolidation et de conversion ont nécessité tout d'abord un assainissement du marché monétaire et du marché des capitaux. Depuis la guerre, la pénurie des capitaux n'avait fait que s'accroître. Par des mesures de crédit habiles, le gouvernement national-socialiste réussit cependant à financer son programme de Travaux publics et de réarmement. Nous avons vu que le mode de financement des travaux, l'escompte et le réescompte de traites de travail par les banques et par la Reichsbank provoqua une liquidité très grande du marché monétaire. Les industriels ont retourné aux établissements de crédit la plupart des moyens de paiement qu'ils avaient reçus grâce aux mesures de création de travail du Reich. Cela augmenta

peu à peu la liquidité. Ces établissements purent réduire, dans une faible mesure, leur appel au réescompte de la Banque d'émission du fait de l'augmentation de leur liquidité.

Des fonds très importants étaient ainsi accumulés dans les banques, prêts à être employés sur le marché monétaire, mais sur ce marché à court terme aucun placement ne paraissait avantageux ni suffisamment sûr.

Les prêts au jour le jour accordés par la Reichsbank et d'autres organismes comme la *Reichskreditgesellschaft*, ou la *Deutsche Verkehrskreditbank* ne se développaient pas. Le taux d'intérêt, passé de 4,68 % en 1934 à 3,77 % en 1935, s'était relevé aux environs de 4 % au début de 1936, mais il n'intéressait pas les prêteurs. Il en était de même des prêts à un mois, prêts sur titres analogues aux reports français, dont le taux était de 3,64 en 1935.

La demande de placement ou d'escompte privé était à tel point supérieure à l'offre, qu'on cherchait des escomptes à 2,7/8 %, soit à un taux de 1,1/8 % inférieur à celui de la Reichsbank. L'Institut d'émission aurait pu abaisser son taux d'escompte et provoquer le passage au marché financier des fonds surabondants sur le marché monétaire. Sur ce nouveau marché, les fonds auraient trouvé des placements à un taux plus rémunérateur.

Le transfert d'un marché sur l'autre n'eut été possible que si, parallèlement à l'abaissement du taux de l'escompte de la Reichsbank, il y avait eu une diminution du taux de l'escompte et du taux de l'intérêt dans les autres banques, ce qui n'était pas possible, de l'aveu même de ces banques. Il fallait donc trouver une autre solution. Les Bons du Trésor, même porteurs d'intérêts, ne pouvaient résorber l'excédent de liquidité du marché monétaire : ils ne pouvaient être réescomptés à la Reichsbank et, à échéance de trois ans, n'étaient pas suffisamment mobilisables.

C'est alors que le docteur Schacht pensa à faire appel à un or-

ganisme annexe. Dans un discours prononcé en mai 1935 devant le comité central de la Reichsbank, il démontra qu'avec l'aide de la *Golddiskontobank*, il pourrait obtenir des fonds pour l'expansion du crédit destiné à l'économie rurale, et parviendrait à amoindrir la liquidité du marché monétaire.

La *Deutsche Golddiskontobank* (Banque d'Escompte de l'or) avait été créée en 1924 afin de procurer les devises indispensables au commerce extérieur. Son capital, libellé à l'origine en livres anglaises, s'élevait à 10 millions de £, dont la Reichsbank avait souscrit la moitié avec un crédit obtenu de la Banque d'Angleterre. (Ce capital, passé depuis 1925 presque entièrement entre les mains de la Reichsbank, se trouva libellé en Rm. à partir de fin 1931). 96 % des 200 millions d'actions « A » et « B » sont détenus par l'Institut d'Emission qui possède intégralement les 200 millions d'actions « C ».

Conformément à l'*Anleihestockgesetz* des 4 et 10 décembre 1934, on chargea la Golddiskontobank de gérer le fonds d'emprunt constitué par les versements des dividendes supérieurs à 6 % des sociétés par actions.

En 1935, la liquidité du marché monétaire croissant, et les statuts de la Reichsbank ne permettant pas une participation de cet Institut à la décongestion du marché, on fit un nouvel appel à la *Golddiskontobank*. Le 20 mai, il fut décidé que cette banque procéderait à l'émission de traites à 3 mois tirées sur elle-même. Ces traites à une seule signature (d'où leur nom de *Solawechsel*), émises à concurrence d'un montant qui n'était pas expressément limité, furent vendues aux banques et instituts de crédit par l'entremise de la Reichsbank aux conditions de l'escompte privé du moment. Les ressources obtenues du marché monétaire au cours de cette opération devaient être employées au rachat des traites de travail encombrant le portefeuille de la Reichsbank.

La nouvelle mission de la Banque d'Escompte de l'Or nécessita une augmentation du capital, augmentation réalisée en juin 1935. Le total des actions passa de 400 à 600 millions de Rm., les 200 millions d'actions « A » et « B » nouvelles étant souscrits entièrement par la Reichsbank. Celle-ci ne se libéra d'ailleurs pas en espèces, mais en titres divers, Obligations et Bons du Trésor ou des Chemins de fer, décomptés au cours du jour.

La *Golddiskontobank*, non seulement reprit les traités de travail accumulés à la Reichsbank, mais utilisa une partie des sommes rentrant dans ses caisses à poursuivre son aide à l'expansion du crédit agricole (1) qui l'intéressait déjà antérieurement aux décisions du 20 mai. Cette aide se manifesta sous deux formes : d'une part, les paysans reçurent des sommes correspondant aux primes qu'ils auraient à verser à leurs créanciers au moment de la conversion envisagée des lettres de gage agricole à 10 %; d'autre part, la *Golddiskontobank* acheta des bons d'hypothèques à 7 % de la *Renten Bank Kreditanstalt*, bons émis à échéance de 3 ou 5 ans et qu'elle peut revendre en cas d'affluence lors de la présentation des *Solawechsel* à l'échéance.

L'émission des *Solawechsel* eut pour but essentiel de drainer les fonds en surabondance sur le marché monétaire. Le système a fort bien réussi. Le lendemain même de l'émission, 110 millions étaient placés. Ce chiffre s'éleva à 202.5 millions de Rm. une dizaine de jours plus tard (2). Il est difficile de se rendre compte si ces *Solawechsel* (qui sont en réalité des billets à ordre et même des billets de banque comme nous allons le voir) ont été mis en circulation sur le marché libre, ou si, au contraire, la majeure partie de l'émission fut prise par des instituts annexes de la Reichsbank comme la *Konversion Kasse* ou la *Verrechnung Kasse*. Il semble cependant que le marché libre absor-

(1) *Vossische Zeitung* et *Börsen Courier*, Numéros de mai 1935.

(2) *Die Bank*, 19 juin 1935.

ba une partie des traites « seules de change », mais ces traites ne circulent pas dans le public, étant réservées à des opérations entre banques et entreprises industrielles.

Depuis mai 1935, le nombre des Solawechsel en circulation n'a fait qu'augmenter. On le constate dans le tableau suivant, établi d'après les bilans de la *Golddiskontobank*.

MONTANT DES SOLAWECHSEL EN CIRCULATION
(en millions de Rm.)

21 mai 1935	110.
1er juin 1935	202,5
31 décembre 1935	701,4
31 mars 1936	750.
30 avril 1936	862.
31 mai 1936	655.
30 juin 1936	716.

Du 1er juin 1935 au 31 mai 1936, soit en un an, le nombre des traites a donc plus que triplé.

La majeure partie de ces sommes, sans compter celle destinée à la politique agricole de la Reichsbank, a été employée au rachat de traites de travail. En août 1935, la *Golddiskontobank* avait déjà repris pour 1.227 millions de traites de travail, contre 982 le mois précédent. (1) Grâce à cette opération, la Banque centrale retrouve des moyens de paiement, et peut alors poursuivre sa politique de crédit, tout en régularisant la circulation fiduciaire.

Parallèlement au retrait des traites de travail, des sommes ont été employées à l'achat de Bons du Trésor à moyen terme (3 ans et demi). On réalisait ainsi une opération assez dangereuse

(1) *Chronologie économique*. Allemagne. 13 septembre 1935.

et contraire au vieux principe bancaire qui veut qu'avec des crédits à court terme on ne consente que des crédits à court terme. Mais la Reichsbank espérait ainsi atteindre son but, et faire passer une partie des sommes du marché monétaire sur le marché financier.

La nature des Solawechsel est très curieuse. Émis sous forme de traites d'une seule signature, et sans intérêt, ils ont pris une grande place sur le marché monétaire. Nous avons vu qu'en avril 1936 le montant absorbé par ce marché était de 802 millions de Rm., ce qui représentait à l'époque près de 4,5 milliards de francs. Ces traites « seules de change » sont entrées sur le marché monétaire comme si elles étaient de véritables valeurs mobilières à court terme, analogues à des Bons du Trésor. Or, elles ne revêtent pas l'aspect courant des valeurs mobilières et ne sont pas susceptibles de donner un intérêt. On devrait plutôt les comparer à des billets de banque auxquels on n'aurait pas donné le cours légal, mais qui, d'un commun accord, seraient acceptés en paiement par les grands établissements bancaires. Ce sont en effet des titres de crédit, billets à ordre payables au porteur, émis pour des sommes rondes remboursables à vue en monnaie courante (1).

On relève cependant quelques différences entre les Solawechsel et les billets de banque. Le remboursement à vue des Solawechsel n'a lieu en principe qu'à l'arrivée de l'échéance qui est de trois mois, mais rien n'empêche de supposer que, par une sorte de tacite reconduction, les traites soient indéfiniment prolongées, pouvant être alors remboursées en monnaie courante sur simple présentation, et à n'importe quel moment. D'autre part, la mise en circulation de ces titres diffère de la mise en circulation des billets de banque ou de la monnaie courante.

(1) La valeur des coupures est variable. Il existe des coupures très élevées, de 50.000 et 100.000 Rm.

L'Institut d'Emission remet des billets ou de la monnaie aux commerçants, aux industriels, aux particuliers, en échange d'effets de commerce présentés à l'escompte, ou bien à titre de crédit sous forme d'ouverture d'un compte courant débiteur ou d'avance sur titres. Les *Solawechsel*, au contraire, sont des titres émis par une banque spécialisée et remis à l'escompte des banques contre de la monnaie courante. Malgré ces différences, il semble bien que les traites de la *Golddiskontobank* jouent sur le marché allemand le rôle d'instrument de paiement analogue à celui joué par les billets de la *Reichsbank*.

Il est intéressant de rapprocher le système de ces *Solawechsel* de certaines idées émises par Gotfried Feder dans son programme du parti national-socialiste, et spécialement dans le chapitre consacré aux « Eléments de base d'une politique financière ». Ce chapitre débute ainsi : « Le système monétaire doit se tenir à la disposition du Reich, et les puissances d'argent ne doivent à aucun prix former un état dans l'Etat », ce qui est tout un programme. L'économiste national-socialiste poursuit son idée en exprimant la nécessité de mettre en circulation des Bons de Caisse d'Etat, sans intérêt, destinés à financer les principales œuvres d'équipement national qui doivent être commencées dès la prise du pouvoir par un gouvernement nazi. « Les emprunts, disait Feder, créent des capitaux, mais ils condamnent les générations futures à des charges d'intérêts très prolongées ».

On put croire que Feder souhaitait une véritable émission de papier-monnaie, basée sur un certain nombre de produits servant de couverture et camouflant une inflation notable. Mais Feder semble s'être plutôt inspiré d'un projet de loi appliqué en 1922 à la *Bau-und-Wirtschaftsbank* de Bavière. Cette banque devait mettre en circulation des *Baugeldscheine*, bons de construction, sans intérêt, qui pourraient circuler normalement, étant reçus en paiement par les caisses de l'Etat qui les avalisaient,

et acceptés aussi par les grandes banques. Pour Gottfried Feder, il n'y avait là aucune inflation dissimulée. Les Baugeldscheine de la Banque bavaroise étaient gagés, ces bons représentant un bien économique : du travail réalisé. Treize années plus tard, bien que Feder soit passé au deuxième plan dans l'élaboration de la doctrine économique du parti national-socialiste, ces idées de 1922 semblent avoir été reprises avec l'émission des Solawechsel.

Les revues allemandes ne donnent pas d'indications précises sur le caractère d'instrument de paiement qu'ont pris les traites de la Golddiskontobank, mais on peut dire que les Solawechsel, à côté de tant d'espèces de marks existant déjà, en sont une de plus.

La circulation des billets de la Reichsbank n'a que faiblement augmenté. (Elle était de 3.977.535.000 Rm. en mai 1936). La circulation des Solawechsel, dont le chiffre se maintient aux environs de 700 millions de Rm., permet de croire à une inflation, en dépit des déclarations optimistes des dirigeants de l'Institut d'émission.

III. — LES DIFFICULTES FINANCIÈRES DU REICH. LES CONVERSIONS. LES CONSOLIDATIONS.

L'émission des Solawechsel a permis de reprendre à la Reichsbank un grand nombre de traites de travail, lui donnant ainsi une liquidité apparente plus grande. Les traites de travail restent cependant en circulation, et le Reich devra les payer par la suite. Il a émis des Bons du Trésor en garantie de ce paiement. Ces Bons remplaçant les traites de travail devront être payés à leur tour.

La méthode de préfinancement des travaux était une spéculation sur l'avenir. Comment le Reich va-t-il faire face à ses obligations ? Sa spéculation a-t-elle été heureuse ?

On craignit au moment du lancement des grands programmes de travaux que les frais ne devinssent énormes, mais le redressement économique devait être tel que le rendement des impôts s'améliorant, les budgets accuseraient des excédents considérables. L'optimisme dont on fit preuve au début de la lutte engagée en 1933 a été confirmé par les faits en ce qui concerne les impôts. La réduction du chômage que nous étudierons plus loin, et aussi l'augmentation du revenu du travail, ont permis une rentrée plus grande des impôts, et particulièrement de l'impôt sur les salaires.

RENTREE DES IMPOTS ET DES DOUANES

(en millions de Rm.) (1)

1933-34

1er trimestre	1.617,8	182,4
2ème trimestre	1.774,0	179,6
3ème trimestre	1.755,0	180,3
4ème trimestre	1.698,4	187,8

1934-35

1er trimestre	1.885,2	197,7
2ème trimestre	2.078,5	202,0
3ème trimestre	2.129,7	209,2
4ème trimestre	2.129,3	290,5 (2)

Les impôts ont donc eu dans les périodes 1933-34 et 1934-35 un rendement ascendant, malgré un assez grand nombre d'abat-

(1) Chiffres cités par le Dr. Boesler. *Welwirtschaftliches Archiv*. Novembre 1935.

(2) En janvier 1935, l'impôt sur le revenu a été augmenté pour subvenir aux besoins du service d'Aide aux chômeurs et d'Aide aux familles, mais cette augmentation ne suffit pas à expliquer l'amélioration du rendement de l'impôt.

tements et de réductions de taux introduits dans le système fiscal en vue d'activer l'économie générale du pays.

Par contre, en ce qui concerne le budget, les résultats ont été moins favorables. L'exercice de 1933-34 s'est soldé avec 6.270 millions de dépenses et 6.024 millions de recettes. Si l'on tient compte des engagements restant à régler au cours de l'exercice 1934-1935, le déficit total est de 2.074 millions de Rm.

Les prévisions budgétaires pour 1934-35 étaient de 6.458 millions de Rm. Le budget qui fut voté le 22 mars 1934 accusa une augmentation de près de 400 millions sur celui de l'exercice 1933-1934. L'augmentation des dépenses était due surtout au financement des programmes de Travaux publics qui ne figuraient pourtant que pour 612 millions de Rm.

En l'absence de budget extraordinaire, on pouvait se demander sous quelle forme le supplément de dépenses imputable au programme de création de travail serait payé.

Les résultats n'ont pas été connus, le gouvernement ayant décidé de supprimer la publication des documents relatifs au budget. Il est donc difficile de dire à l'heure actuelle la part attribuable au budget du Reich dans l'amortissement de la Dette, mais on peut supposer qu'avec une politique de réarmement intensif la Dette a plutôt augmenté que diminué.

Le simple jeu des conditions économiques et de la reprise ne semble pas avoir ramené les finances du Reich à un état prospère. Nous avons vu que, sous les effets de la politique des grands travaux, le capital privé s'était accumulé dans les banques et qu'il avait fallu l'émission des Solawechsel pour lui rendre son activité. Le Reich devait cependant continuer de prêter son concours aux entreprises de Travaux publics et de réarmement. Cette méthode dangereuse qui consistait à créer du travail en gonflant le crédit ne pouvait plus durer.

Dans le courant de 1935, la dette à court terme et à moyen

terme, non consolidée, était évaluée par le ministère des Finances à près de 9,5 milliards, dont 6 milliards environ pouvaient être attribués aux programmes de Travaux publics des deux années précédentes. Ces six milliards se répartissaient à peu près comme suit : (1)

Traites de travail	5 milliards
Bons du Trésor	1 milliard

On pourrait encore ajouter à cette somme les 500 millions de Solawechsel de la *Golddiskontobank* qui étaient en circulation à ce moment en tant que dette indirecte du Reich.

Dès le début de 1935, la situation était apparue très délicate. A cette époque, deux tendances commençaient à s'opposer : l'une était pour la continuation totale de la politique de larges crédits sans tenir compte des dangers financiers, et parfois même en les niant. L'autre — celle des économistes de la Reichsbank, et principalement du docteur Schacht — prétendait que l'Institut d'émission ne pourrait continuer sans risques à poursuivre ses avances et son réescompte, et que le Reich devait envisager la consolidation de ses dettes.

Le gouvernement du IIIème Reich avait prévu la nécessité de consolider un jour ses dettes. Pour diminuer les charges d'une future consolidation, il poursuivait, dès 1933, une politique de réduction du taux de l'intérêt sur le marché financier.

Conversions. — En septembre 1933, on avait envisagé la conversion des dettes contractées par les communes au cours de la crise et à la suite de l'inflation d'après guerre. Le 21 septembre, par la *Gemeindeumschuldungsgesetz* (loi pour la diminution de la dette des communes), il était décidé qu'une Caisse de conversions, dont feraient partie toutes les communes endettées, remettrait à celles-ci des obligations à 4 % amortissables en 20

(1) Maurice de Saint-Jean. *La Politique économique et financière du Dr. Schacht*. Thèse. Poitiers, 1936.

ans à partir du 1^{er} octobre 1936. A leur tour, les communes offriraient à leurs créanciers de les payer avec ces obligations, ou leur demanderaient un moratoire de 5 ans. Cette opération revêtait à la fois le caractère d'une conversion et d'une consolidation.

Au cours de 1935, la politique de conversion fut activement poursuivie. Une loi du 24 janvier décida de convertir de 6 à 4,5 % les obligations foncières et communales. On tenta de décider les détenteurs de titres en leur disant que le taux offert alors était supérieur à celui qu'ils pourraient espérer dans la suite. La manœuvre était inutile puisqu'en réalité la conversion était forcée : les détenteurs n'avaient qu'un délai de dix jours pour refuser cette conversion, le silence signifiant leur acceptation.

Le refus de conversion comportait la suppression de la cotation en Bourse et l'impossibilité de demander à la Reichsbank des avances sur les titres en question : la totalité des porteurs accepta donc.

La conversion des Emprunts publics et des Bons du Trésor antérieurs au 24 janvier 1935 fut décidée le 25 février. On offrait le passage à 4,5 % des taux d'intérêt supérieurs ou égaux à 6%. Cette conversion aussi s'accomplît sous la contrainte, ses modalités rappelant l'opération du 24 janvier sur les obligations foncières et communales.

On peut encore signaler, en date du 16 décembre 1935, la consolidation et la conversion des Bons du Trésor prussien qui arrivaient à échéance le 20 janvier 1936. Leur taux était ramené de 6 à 4,5 % et ils étaient consolidés pour cinq années supplémentaires.

Cette politique de conversion, tant sur les titres publics que sur les titres privés, permit d'envisager de larges emprunts pour

consolider la dette à court terme contractée pendant la campagne contre le chômage.

Consolidations. — Le 24 janvier 1935, le jour même de la conversion des obligations foncières et communales, le gouvernement émettait, au prix de 98,25 % le premier emprunt de consolidation à 4,5 %. L'amortissement était réparti sur 28 années. Le montant, de 500 millions de Rm., fut entièrement souscrit par les *Girozentralen* qui devaient le répartir entre les différentes Caisses d'épargne en mesure de payer leur part grâce à la notable augmentation des dépôts précédemment mentionnés. (1)

Le 24 août, on annonça la prochaine émission d'un nouvel emprunt de consolidation à 4,5 %. Le 4 septembre, les titres furent émis au prix de 98,75 % pour un montant d'un milliard de Rm. Les Caisses d'épargne prirent ferme pour 500 millions de ces titres. En vue de la souscription, elles étaient autorisées à réduire leurs disponibilités à 10 % des dépôts. La Reichsbank promettait, en cas de retraits importants aux Caisses d'épargne, d'accepter les titres de l'emprunt en garantie d'avance. Les 500 millions restants devaient en principe être souscrits par le public, avec possibilité de versements échelonnés jusqu'au 20 décembre. L'opération n'étant pas obligatoire, et la confiance du public faiblissant, on dut faire appel aux Sociétés d'Assurances qui souscrivirent 350 millions. Les 150 millions non encore placés furent pris par les banques ou par leurs gros clients qui redoutaient une intervention de la Commission de Contrôle des banques et du crédit.

Cette émission provoqua un certain malaise sur le marché. On

(1) La loi du 4 décembre 1934 sur le crédit et le système bancaire permettait aux Caisses d'épargne de faire figurer ces emprunts au titre des réserves facilement réalisables, car ils pouvaient servir de garantie à des avances de la Reichsbank.

craignait de nouveaux appels de capitaux ; mais, en septembre 1935, on ne fit en réalité qu'opérer une transposition de capital du marché du court terme au marché du long terme.

Par contre, il semble qu'en 1936 la tendance ait été de faire participer la petite épargne aux opérations proposées. Les ministres, ainsi que la presse, réclamaient de l'épargne l'accomplissement de son devoir. « Chacun, est-il dit, ayant bénéficié des bienfaits de la politique officielle, doit à présent manifester sa reconnaissance et sa confiance dans cette politique par l'acquisition des titres offerts ». Comme l'écrit le Journal des Finances, il s'agit pour le gouvernement d'une sorte de plébiscite financier.

Le gouvernement national-socialiste ne pouvant compter sur la faveur du public quant aux nouveaux emprunts lancés sur le marché, le résultat de l'émission était toujours assuré à l'avance au moyen de mesures sévères prises à l'égard des banques, des Caisses d'épargne, des Compagnies d'assurances ou d'autres grands organismes ayant des fonds disponibles. C'est ainsi qu'en avril 1936 un accord a été conclu entre le ministre des Finances du Reich, le comte Schwerin von Krosigk, et le groupe corporatif des Compagnies d'assurances. Aux termes de cet accord, les sociétés d'assurances s'engageaient à prendre en 1936 une part des nouveaux emprunts de consolidation, part au moins égale à celle souscrite lors des émissions de 1935, soit environ 350 millions de Rm.

Dès le 4 janvier 1936, les Chemins de fer du Reich se trouvèrent dans l'obligation d'émettre des Bons du Trésor à 8 ans pour consolider les dettes qui s'étaient accrues de 1933 à 1935 par suite de leur programme de création de travail et de leur participation au financement de la construction des réseaux d'autostrades. Cette mesure avait été préparée en automne 1935 par une conversion et une première consolidation simultanées

de Bons du Trésor, de la Reichsbahn et de l'Administration des Postes. A cette époque, des Bons à 6 % de ces deux administrations arrivaient à échéance. Les Postes offrirent de nouveaux Bons à 4,5 % à échéance de 5 ans et à un taux de souscription ramené à 98,5 % grâce à une bonification de 1,5 %, ces nouveaux Bons ne pouvant être obtenus que par échange. La Reichsbahn émit pour 150 millions de Bons au même taux que ceux des Postes, mais avec échéance de 6 ans, et à un cours de 98,25%. Ils furent pris ferme par un groupe de banques qui espéraient les remplacer facilement.

Alors que les Bons de l'Administration des Postes n'étaient remis qu'à titre d'échange, les nouveaux titres de la Reichsbahn étaient destinés aux souscriptions publiques dans la mesure où les détenteurs des 150 millions d'anciens Bons demanderaient le remboursement au lieu d'accepter la conversion. L'opération réussit parfaitement : 96 millions de Bons anciens furent échangés.

Il restait donc 54 millions à couvrir par de nouvelles souscriptions. 181 millions avaient été souscrits en argent liquide ; il fallait opérer une réduction, les nouvelles demandes n'étant admises que pour 29,4 % de leur montant. (1)

Cette première opération ayant été couronnée de succès, on pouvait espérer qu'il en irait de même pour la consolidation de 1936. L'émission fut de 500 millions au taux de 4,5 % l'an. Le règlement des souscriptions était facilité ; il pouvait se faire par fractions, en janvier, février, mars et avril. L'émission n'aboutit pas aux résultats espérés et, malgré le cours de souscription qui fut porté à 98,5 %, entraînant l'augmentation de l'intérêt réel à 4,73 %, l'emprunt des Chemins de fer du Reich n'était couvert en fin janvier 1936 qu'à concurrence de 290 millions. La pe-

(1) Maurice de Saint-Jean (*O. c.*)

tite épargne se désintéressant de l'opération, le surcroît fut couvert principalement par de grosses souscriptions. (1)

Après cette fâcheuse expérience, l'Administration des Chemins de fer n'envisagea pas l'émission de nouvelles tranches d'emprunt. Pour faire face aux échéances des traites de travail (172 millions de Rm. pendant 5 ans), les recettes étant encore insuffisantes, on releva de 5 % les tarifs des transports. Une semblable mesure n'atteint que les matières premières et certains produits industriels, mais est cependant une entrave au commerce général.

Le Reich, poursuivant de son côté la consolidation de sa dette flottante, émit en janvier 1936 un nouvel emprunt de 500 millions, puis, dans la deuxième quinzaine de juin, décida d'en émettre un autre de 700 millions de Rm. Les titres étaient des Bons du Trésor à 4,5 % mis en souscription à 98,75 % de leur valeur et remboursables au pair par tirage au sort de 1943 à 1948. Un organisme constitué par les Caisses d'épargne, les Sociétés d'Assurances et quelques banques, s'inscrivit à l'avance pour une tranche de 200 millions. Il se chargeait aussi de placer dans le public la tranche de 500 millions qui lui était destinée, c'est-à-dire qu'il s'engageait, à la fin du délai de souscription (14 juillet 1936) à garder les titres non écoulés.

La souscription réussit. Le Reich obtint les 700 millions de Rm. qu'il demandait, mais on ne sait dans quelle mesure l'épargne privée participa à l'opération.

Au moment où nous achevons cette étude (décembre 1936), un nouvel emprunt est lancé, au même taux de 4,5 %, et d'un montant de 500 millions de Rm., dont 100 millions souscrits ferme par un consortium bancaire. Tout permet de croire que

(1) Le gouvernement, en appliquant la loi du 4 décembre 1934, aurait obligé les établissements de crédit à en souscrire la plus grande partie.

de nouveaux emprunts de consolidation seront émis dans l'avenir. Dès maintenant, le Reich a la charge d'une nouvelle dette à long terme de 3.200 millions de Rm., soit près de 22 milliards de francs.

L'Allemagne pourra-t-elle rembourser? Ou fera-t-elle à nouveau faillite?

CHAPITRE VI

LES RESULTATS DE LA POLITIQUE DES TRAVAUX PUBLICS

LA REDUCTION DU CHOMAGE LA REPRISE ECONOMIQUE.

Alors qu'en 1931, les voyageurs revenant d'Allemagne (1) avaient l'impression que le Reich traversait une période de grande misère, ils eussent constaté dès 1934 une amélioration sensible de la situation. Certes, le chômage subsistait, et l'économie n'était encore que faiblement ranimée, mais le gouvernement national-socialiste avait réussi à masquer la misère. La mendicité était interdite. On n'apercevait plus les impressionnantes cohortes de chômeurs comme en 1931. Un grand nombre d'entre eux avait été enrôlé dans les troupes hitlériennes (S. A. et S. S.) Revêtus d'uniformes, ils participent à des démonstrations de masses, à des travaux de propagande nazie qui leur assurent une modeste subsistance.

La politique des Travaux publics continuait son œuvre. L'ac-

(1) v. Chapitre préliminaire, p. 11.

croissement des dépenses entraînait une charge dangereuse pour l'avenir du Reich, mais favorisait une réduction très nette du nombre des chômeurs, et un certain redressement économique.

LA REDUCTION DU CHOMAGE

L'évolution s'est faite très lentement, et suivant de près l'exécution des programmes de grands travaux. Le résultat souhaité a été obtenu, et en septembre 1935, pour la première fois, le chiffre des chômeurs s'est abaissé au-dessous de 2 millions. En trois ans, on a donc pu réduire le chômage de près de 4 millions d'individus.

Un tableau permettra de suivre facilement cette évolution. Basé sur des chiffres relevés dans diverses revues allemandes et dans les statistiques de l'Institut pour l'étude de la Conjoncture, ce tableau, grâce à des recoupements, nous donne des indications proches de la réalité.

EVOLUTION DU CHOMAGE DE 1933 AU DEBUT DE 1936

Chômeurs (en milliers d'individus) :

1933

janvier	6.013 (dont 2.073 secourus).
juin	4.857
novembre	3.715
décembre	4.059 (dont 1.711 secourus).

1934

janvier	5.773
mars	2.798
mai	2.529
octobre	2.268
novembre	2.353
décembre	2.605 (dont 537,3 assurés).

1935

janvier	2.974
mars	2.402
septembre	1.714
octobre	1.828
novembre	1.984
décembre	2.508 (dont 660 assurés).

1936

janvier	2.520 (dont 780 assurés).
mai	1.809
août	1.354

Chaque hiver amène normalement une certaine augmentation de chômage, mais, après la chute importante du nombre des chômeurs en septembre 1935, l'augmentation a été de plus de 900.000 individus en janvier 1936.

L'*Institut für Konjunkturforschung* annonça une augmentation de 1 million de chômeurs, mais il prétendit que ce chiffre ne correspondait pas à la situation réelle. (1) De l'avis de l'Institut, sur le total des chômeurs mentionné par la statistique 500.000 au moins étaient incapables de fournir du travail, soit à cause de leur âge, soit parce qu'invalides. A ce chiffre, il faudrait ajouter 500.000 hommes atteints par le chômage dit « normal ». En fin de compte, le nombre des chômeurs auxquels une occupation serait due est à peine supérieur à un million. En dépit des aggravations saisonnières, la tendance générale était à la réduction du nombre des ouvriers et employés en chômage.

Il est intéressant de comparer cette statistique du chômage établie par les Offices du placement, avec la statistique de l'Emploi publiée mensuellement par les Caisses d'Assurances-Mala-

(1) *The Economist*, 16 novembre 1935.

dic. D'après celle-ci, en mars 1936, le nombre des ouvriers et employés était de 16.415.000, contre 11.470.000 en janvier 1933, 13.920.000 en mars 1934, et 14.870.000 en mars 1935. L'augmentation est considérable et se manifeste principalement dans les régions industrielles de la Rhénanie, de l'Allemagne centrale, de la Basse-Saxe, avec 52,5 % d'augmentation par rapport à 1933, alors que les provinces agricoles restent en-dessous de l'augmentation d'ensemble du Reich (qui est de 42,9 % par rapport à 1933).

Les grands programmes de Travaux publics ont eu une influence considérable sur la baisse du chômage. Nous avons vu plus haut le nombre d'ouvriers employés à la construction des autostrades. Les Chemins de fer du Reich, depuis 1933, ont fait un appel incessant à une nouvelle main-d'œuvre. En 1935, ils augmentaient encore leur personnel de 25.000 unités, dont 12.000 par suite de l'annexion du territoire de la Sarre. Actuellement, ils occupent 656.200 ouvriers et employés.

Malgré tout, il reste difficile de déterminer exactement le nombre des chômeurs réintégrés dans le processus économique par l'exécution des grands travaux. Dans son étude sur la lutte contre le chômage en Allemagne, M. Pierre Reynaud l'évalue à 50 % de la réduction totale, en tenant compte de l'introduction de la semaine de 40 heures dans de nombreuses industries, de l'embauche facilitée par des remises d'impôt qui ont allégé la trésorerie de la plupart des entreprises.

Si l'on ne peut attribuer que 50% de la réduction du chômage aux grands travaux, il ne faut pas oublier que ces travaux ont stimulé l'activité d'un grand nombre d'industries et les ont obligées à faire appel à de la main-d'œuvre supplémentaire. C'est ainsi que dans les mines, le nombre des ouvriers occupés est

passé de 229.475 en fin décembre 1934 à 237.061 en fin novembre 1935, et à 238.062 en fin décembre 1935. (1).

Les entreprises fournissant du matériel pour la construction des autostrades auraient augmenté leurs effectifs de 150.000 environ. L'exploitation des carrières réclama le concours de 142.000 hommes supplémentaires. Dans la métallurgie, les seules usines Krupp, qui n'occupaient que 43.000 ouvriers en automne 1933, virent leurs effectifs passer à 61.000 en septembre 1934, et 90.000 en fin décembre 1935, soit une augmentation de plus du double en l'espace de deux années. (2)

L'émigration des israélites et des adversaires politiques du régime contribua pour une petite part à la diminution du chômage. Le Service du Travail obligatoire a écarté du marché du travail environ 300.000 jeunes gens de 18 à 25 ans, et le service militaire absorbe 550.000 individus.

Si la politique des Travaux entraîna et entraîne encore de fortes dépenses pour le Reich, elle a du moins rempli sa mission.

LA REPRISE ECONOMIQUE

Les industries des moyens de production ont toutes été favorisées par les programmes d'Arbeitsbeschaffung. L'indice de leur production, de 100 (chiffre de base en 1928) était tombé en 1932 à 38. Il se releva ensuite et atteignit 82 en 1935.

La construction des habitations, la construction des autostrades ont favorisé les industries annexes, comme la fabrication

(1) *L'Economiste européen*. 7 février 1936.

(2) Les industries les plus favorisées par la diminution du chômage sont l'industrie chimique, avec baisse de 29,4 %; la métallurgie avec baisse de 28,8 %; l'exploitation des carrières, avec baisse de 21,8 %. Le textile par contre a vu son chômage augmenter de 5 %.

du ciment (1), le travail de la pierre, la menuiserie. La métallurgie et l'industrie mécanique ont vu leur production augmenter régulièrement : les commandes passées par la Reichsbahn, tant en rails qu'en matériel roulant, puis, à partir de 1935, la politique de réarmement y contribuèrent largement. Vu le réarmement constant, la métallurgie continue de prospérer. En 1935, les usines Krupp réalisèrent 10.341.000 Rm. de bénéfices qui furent entièrement réinvestis. La production mensuelle de l'acier dépasse de nouveau, depuis 1934, un million de tonnes, et entraîne une augmentation simultanée de l'extraction de la houille, du coke, et des autres minerais.

PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

(en milliers de tonnes) (2)

	1934	1935
Houille	125.010	143.014
Coke	24.219	29.556
Lignite	137.246	147.380
Fonte	10.568	12.539
Acier	11.886	16.096

Les chiffres de production du premier trimestre 1936 sont de 3.703.000 tonnes pour la fonte, et de 4.603.000 pour l'acier (production sarroise comprise).

Les Transports. — L'amélioration de la vie économique depuis 1933 eut des conséquences heureuses sur le chiffre des trans-

(1) L'indice des expéditions de ciment est passé (base 100 en 1928) de 36,8 en 1931 à 90 en 1934. (H. Laufenburger. *La Vie économique en Allemagne. Revue d'Economie politique*, 1935.

(2) *L'Economiste européen*, 7 février 1936. (Dans ces chiffres, la production de la Sarre n'est pas comprise.

ports. En 1934, pour la première fois depuis plusieurs années, le transport des voyageurs et des messageries postales a augmenté. Malgré une diminution des tarifs, les rentrées ont été de 917 millions, contre 900 millions en 1932. Le chiffre des recettes du transport des voyageurs, passant à 989 millions en 1935, s'est encore élevé de près de 10 %. L'augmentation de la production a provoqué une augmentation immédiate dans le transport des marchandises, passées de 240 à 358 millions de tonnes de 1932 à 1935, et une amélioration dans les recettes de 37 %. Un relèvement des tarifs du transport des matières premières, décidé au début de janvier 1936 permet d'escompter une nouvelle amélioration pour la fin de cette année.

Le Revenu du Travail. — Les programmes de Travaux publics n'ayant pas joué sur toute l'année 1933, le revenu du travail ne s'était augmenté que de 600 millions de Rm. Au cours de 1934, l'augmentation fut plus importante, et le revenu du travail passa de 26,3 milliards de Rm. à 29,6 milliards (12 %). Cette augmentation du revenu du travail eut une influence sur la natalité allemande qui avait sensiblement diminué depuis la guerre. (1) En 1935, grâce à l'amélioration du revenu et à la politique de prêts nuptiaux de 1933, la natalité était remontée à 18,9 % mais il y eut une diminution très nette des mariages en 1934, et l'on peut se demander si le taux de la natalité se maintiendra.

Cet aperçu rapide de la situation économique de l'Allemagne à la fin de 1935 montre que la politique des Travaux publics et le revirement de la conjoncture ont eu une influence heureuse sur une grande partie de l'économie allemande.

(1) Le chiffre des naissances était tombé de 27 0/00 en 1913 à 16 0/00 en 1931.

Mais un domaine est encore très en retard : celui de la production agricole et de la production des biens de consommation. Tous les efforts des années 1933-1934 ont été tentés pour développer l'industrie des moyens de production et pour réaliser l'équipement national. Depuis 1935, ces efforts ont été reportés sur le réarmement. L'agriculture et l'industrie des produits de consommation continuent de périlcliter.

A la fin de 1936, l'Allemagne a dû s'organiser sur la base d'un plan quadriennal dirigé par le ministre Hermann Goering. L'Allemagne ne pouvant acheter à l'étranger, faute de devises, le plan Goering envisage le contrôle de la consommation des matières premières (principalement des produits alimentaires) et, le cas échéant, leur remplacement par des produits synthétiques de l'industrie chimique.

La population supportera-t-elle longtemps de pareilles restrictions? Déjà les travailleurs se plaignent de la hausse du coût de la vie (25 % environ), les salaires n'ayant pas augmenté. On signale que dans certaines industries, les dernières élections des « hommes de confiance » n'auraient pas été en faveur du gouvernement.

Après le grand enthousiasme des premiers jours, allons-nous constater en Allemagne une période de sombre amertume ?

A notre avis, cela n'aura pas lieu tant que subsistera le régime national-socialiste et la dictature d'Hitler.

CONCLUSION

La politique allemande des Travaux publics est parvenue à résoudre un problème des plus graves: la réduction du fléau social qu'est le chômage.

L'exemple doit être suivi chez les autres peuples, en France en particulier où l'épargne demeure thésaurisée, alors qu'elle pourrait contribuer avec efficacité au financement d'une semblable entreprise. C'est bien cette politique de lutte contre le chômage par les grands travaux qui fut préconisée chez nous par les conseillers économiques de la C. G. T. lors de la prise du pouvoir par le gouvernement du Front Populaire, en mai 1936. Elle doit être soutenue en France par une large contribution de l'épargne, comme elle peut l'être dans tous les pays soumis à une économie libérale.

Mais en Allemagne, sous la férule d'un régime d'autorité absolue et d'autarchie économique, cette notion perd son intérêt. L'épargne, pour avoir une action réellement bienfaisante et animatrice, doit être librement consentie; sa contribution à l'œuvre d'Etat doit être consciente, éclairée et volontaire; elle doit représenter l'effort de chacun pour le bien de tous. En Allemagne, l'épargne est taxée, enchaînée, réduite en servitude, surtout en ce qui concerne les gros possédants desquels l'Etat peut tout exiger. On impose la collaboration des fortunes, on désigne d'office les collaborateurs.

Le Reich s'est endetté depuis 1933, et s'endettera toujours da-

vantage. Il doit subvenir aux frais de plus en plus lourds de son réarmement. Il veut reprendre sa place au premier rang des puissances mondiales.

Après la mise en circulation pendant trois ans de traites de travail en nombre sans cesse accru, l'Allemagne a procédé à des consolidations. La petite épargne participa à ces opérations, mais ce fut sous l'effet d'une pression dont on ne peut imaginer l'autorité.

Dans la politique économique du III^{ème} Reich, nous relevons la transformation de la notion d'intérêt. Nous avons vu qu'au cours de ces dernières années, le Reich émit des Bons du Trésor et des titres de crédit, les *Solawechsel*, que, par analogie, nous avons comparés à des billets de banque. Ces *Solawechsel*, et une grande part des Bons du Trésor, ne sont pas porteurs d'intérêt. Ils ont cependant trouvé place sur le marché monétaire ou financier, grâce à l'intervention de la Reichsbank et à la contrainte exercée par l'Office de Contrôle des Banques et du Crédit.

L'Allemagne nous met donc en face d'une économie qui renverse les fondements de l'économie classique. A n'en pas douter, cette économie ne pourra se maintenir longtemps. Le commerce international ne saurait se développer en marge du repliement économique de l'Allemagne sur elle-même, repliement qui ne nous apparaîtrait que comme un lent suicide s'il devait se prolonger.

Mais la population du Reich est nombreuse; la force n'abandonnera pas ses droits et, dans des temps plus ou moins proches, le Reich reviendra infailliblement à des principes plus libéraux. En dépit des plans quadriennaux qui pourront être exécutés en faveur de l'industrie et de l'alimentation générale du peuple allemand, malgré la production intensifiée des «Ersätze», tôt ou tard le Reich devra faire appel au commerce des autres

pays. Ce jour-là, il ne pourra maintenir une économie intérieure fondée sur des bases aussi précaires.

En sortant du domaine de l'avenir, la question se pose de savoir si le Reich est en mesure de continuer la politique de ces trois dernières années. Pendant cette période, le développement du crédit rendit la trésorerie des industries plus liquide. Ce fut le cas pour les usines Krupp, par exemple, qui ont pu réinvestir leurs bénéfices. D'autres entreprises durent rembourser d'anciennes avances, ou furent contraintes de souscrire aux emprunts du Reich, ce qui diminua fortement leurs réserves.

L'opinion publique en Europe est persuadée que le Reich ne poursuivra cette politique qu'au prix d'une faillite. L'économie fermée allemande l'y conduit directement, mais l'Allemagne entrevoit peut-être cette faillite avec un certain calme, l'assimilant à une opération « légale ».

Quelles que soient les méthodes de gouvernement proches ou futures de l'Allemagne, si son programme de Travaux publics a réussi en dépit de difficultés financières et économiques graves, il se poursuivrait avec de bien plus grandes chances de succès dans la collaboration d'une économie plus ouverte, plus large, et plus humaine.

Vu :
Le Doyen :
E. ALLIX.

Vu :
Le Président de la Thèse :
Jean LESCURE.

Vu :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages français.*

- A. AFTALION. Les Crises périodiques de surproduction. Paris, 1913.
J. LESCURE. Des Crises générales et périodiques de surproduction.
4ème édition. Paris, 1932.
Baron de GRUBEN. La Politique économique de l'Allemagne.
Edition du Comité central industriel de Belgique.
Pierre REYNAUD. La lutte contre le chômage en Allemagne. Lyon, 1936.
L. PROSKOUROVSKY. La Crise des banques de crédit en Allemagne depuis 1931. Thèse. Paris, 1936.
M. de SAINT-JEAN. La Politique économique et financière du Docteur Schacht. Thèse. Poitiers, 1936.
A. TILLMANN. L'Organisation économique du IIIème Reich. Thèse. Paris, 1936.

II. — *Ouvrages allemands.*

- Wilhelm FRANZISKET. Organische Bekämpfung der Arbeitslosigkeit. Berlin, 1932.
K. A. HERMANN. Synthese von Arbeitsbeschaffung und Devisenbeschaffung. Berlin, 1933.
Gottfried FEDER. Das Programm der N. S. D. A. P.
MANSFELD, POHLE, STEIMANN & KRAUSE. Commentaires de la loi sur le travail national. Avril, 1934.
H. DRÆGER. Arbeitsbeschaffung durch Produktivkreditschöpfung. National-Sozialistische Bibliothek, Heft 41.
Dr. A. GRUNEWALD. Der Entscheidungskampf gegen die Arbeitslosigkeit. Stuttgart, 1934.
Jesco von PUTTMER. Deutschlands Arbeitsdienst.
Rapports de la Reichsbank et de la Reichskreditgesellschaft.

III. — *Revues et Journaux français.*

- Revue d'Economie politique (Chronique de M. LAUFENBURGER).
Revue Politique et Parlementaire.

Revue Economique internationale.
Bulletin du Ministère du Travail.
L'Economiste européen.
L'Economiste français.
L'Europe nouvelle.
Bulletin quotidien et Observations économiques.
Revue des Deux Mondes.
Banque.
Bulletin mensuel jaune de l'Office d'Informations allemandes du Comité alsacien d'Etudes.
Publications de la Société des Nations et du Bureau International du Travail.
La Journée Industrielle.
Le Journal des Finances.
Le Journal des Economistes.
Le Temps.
Les Débats.
Excelsior.

IV. — *Revue et Journaux allemands.*

Reichsarbeitsblatt.
Die Bank.
Wochenbericht des Institutes für Konjunkturforschung.
Wirtschaftsdienst.
Deutsche Wirtschaftszeitung.
Wirtschaft und Statistik.
Jahrbücher für National Oekonomie und Statistik.
Neue Bankwirtschaft.
Weltwirtschaftliches Archiv. et édition française : Bulletin des Archives d'Economie mondiale. Hambourg.
Nouvelles d'Allemagne. Correspondance hebdomadaire d'Information et de Documentation. (Berlin).
Frankfurter Zeitung (Suppléments relatifs à l'Arbeitsbeschaffung).
Kölnische Zeitung.
Zeitung für Binnenschiffahrt.
Börsen Curier.
Vossische Zeitung.

TABLE DES MATIERES

Introduction	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7
Chapitre Préliminaire.										
<i>La Situation économique de l'Allemagne à la veille de l'établissement du national-socialisme</i>										11
Chapitre I.										
<i>Le Service obligatoire du travail</i>										20
Le Recrutement										22
L'Organisation										23
Le Financement										25
La Réalisation										28
Le Service féminin du travail										30
Chapitre II.										
<i>Les Programmes de Travaux Publics antérieurs au III^e Reich...</i>										32
Les différents Plans de grands travaux sous les gouvernements Brüning, von Papen et Schleicher										35
Ministère Brüning										35
Ministère von Papen										36
Ministère von Schleicher										39
Les Méthodes de Financement dans les différents programmes										41
Les premiers résultats de la lutte contre le chômage										46
Chapitre III.										
<i>Les Plans Nationaux-Socialistes.</i>										49
Plans Gouvernementaux										50
Plan Hitler ou Reinhardt. 1 ^{er} juin 1933										50
Plan du 21 septembre 1933										53
L'Organisation du travail en 1934										56
Fin de la politique des Travaux publics. Réarmement (1935)										59
Plans de la Reichsbahn et de l'Administration des Postes.										
Les Autostrades										60
La Reichsbahn et la politique des Travaux publics										60
L'Administration des Postes et les Travaux public										63
Les Autostrades										63

Chapitre IV.

<i>Les Principales Réalisations</i>	66
Les travaux de canalisation	66
Le réseau d'autostrades	68

Chapitre V.

<i>Le Financement de la politique des grands Travaux</i> ...	74
Le Financement du Travail et le système bancaire ...	76
Le Rôle de la Reichsbank et de ses Instituts annexes	84
Les Difficultés financières du Reich. Les Conver- sions et les Consolidations	95

Chapitre VI.

<i>Les Résultats de la politique des Travaux Publics</i> ...	105
La Réduction du chômage	106
La Reprise économique	109
Conclusion	113
Bibliographie	116

